

REPUBLIQUE DU BENIN

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique



UNIVERSITE D'ABOMEY- CALAVI

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

MEMOIRE DE FIN DE FORMATION

Pour l'obtention du diplôme de licence professionnelle

Option : Economie

Spécialité : Economie-Appiquée

THEME

Effet de la formalisation du secteur informel sur la
croissance économique au Bénin

Réalisé et présenté par :

ALIHONOU O. Alexis

&

SATCHOUA S. Dieudonné

Sous la direction de :

Maître de mémoire :

Prof ALINSATO Alastaire

Enseignant à la FASEG

Année Académique: 2015-2016

AVERTISSEMENT

LA FACULTE N'ENTEND DONNER AUCUNE APPROBATION NI IMPROBATION AUX OPINIONS EMISES DANS CE MEMOIRE. CES OPINIONS DOIVENT ETRE CONSIDEREES COMME PROPRE A LEURS AUTEURS.

DEDICACE 1

Je dédie le présent travail à :

- Mon père ALIHONOU Charlemagne
- Ma mère ASSOUMA Nouratou

Odilon Alexis ALIHONOU

DEDICACE 2

Je dédie le présent travail à :

- Mon Père SATCHOUA Michel
- Ma mère DJISSOU Eugénie

Dieudonné SATCHOUA

REMERCIEMENTS

Nous présentons nos gratitudee à tous ceux qui d'une manière ou d'une autre ont porté une attention particulière sur nous, à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin, à la réussite de ce travail.

Nous ne pourrons pas les citer tous en raison de leur nombre. Néanmoins, nous voudrions remercier particulièrement :

- Notre maître de mémoire, le Professeur ALINSATO Alastaire qui malgré ses multiples occupations a accepté de diriger ce travail ;
- Madame BESSAN Eudoxie, doctorant à la FASEG ;
- Monsieur le Vice Doyen de la FASEG ;
- Les enseignants de la Faculté des Sciences Economique et de Gestion (FASEG) ;
- Tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réussite de ce travail.

SIGLES ET ABREVIATIONS

AFD	: Agence Française de Développement
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BCom	: Balance Commerciale
BIT	: Bureau International du Travail
BM	: Banque Mondiale
CCIB	: Chambre de Commerce et de l’Industrie du Bénin
CEEAC	: Communauté Economique des Etats d’Afrique Centrale
CES	: Conseil Economique et Sociale
DGAE	: Direction Générale des Affaires Economiques
GMM	: Méthode des Moments Généralisés
IC	: Indice de Corruption
IFU	: Identifiant Fiscal Unique
INV	: Investissement total
MCO	: Moindres Carrés Ordinaires
MEF	: Ministère de l’Economie et des Finances
PA	: Population Active
PASP	: Projet d’Appui au Secteur Privé
PEESI	: Programme d’Etude et d’Enquête sur le Secteur Informel
PIB	: Produit Intérieur Brut
PINF	: Part du secteur Informel
PNB	: Produit National Brut
Ra	: Revenu agricole
RFPOINF	: Recette Fiscale Potentielle du secteur Informel
RFTOT	: Recette Fiscale Totale
RGPH3	: Recensement Général de la Population Humaine 2003
Ri	: Revenu informel
Sm	: Salaire du secteur moderne
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UPI	: Unités de Productions Informelles

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

LISTE DES TABLEAUX

Tableau I : Signes attendus des paramètres.....	21
Tableau II : Statistique des variables /Annexe	28
Tableau III : Matrice de corrélation entre les variables /Annexe	28
Tableau IV : Test de stationnarité sur nos différentes variables	34
Tableau V : Le résultat de l'estimation du potentiel fiscal du Bénin.....	35
Tableau VI : Test d'exogénéité sur les variables de Granger.....	36
Tableau VII : Le résultat de l'estimation	37
Tableau VIII : Estimation avec les variables autos-regressifs	38

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Analyse comparée de l'évolution du produit intérieur brut et produit intérieur brut dans le secteur informel	29
Graphique 2 : Analyse comparée de l'évolution du produit intérieur brut et des recettes fiscales totales	30
Graphique 3 : Analyse comparée de l'évolution du produit intérieur brut et l'investissement total.....	30
Graphique 4 : Analyse comparée de l'évolution du produit intérieur brut et de la population active	31
Graphique 5 : Analyse comparée de l'évolution du produit intérieur brut dans le secteur informel et de la population active	32
Graphique 6 : Analyse comparée de l'évolution du produit intérieur brut dans le secteur informel et des recettes fiscales totales	33

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I: CADRE THEORIQUE ET ANALYTIQUE DE L'ETUDE	3
SECTION 1 : Cadre théorique.....	3
SECTION 2 : Cadre analytique	6
CHAPITRE 2: PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS OBTENUS	25
SECTION 1 : Etat des lieux du secteur informel au Bénin	25
SECTION 2 : Analyse statistique des données	28
CONCLUSION	41

RESUME

L'objet de notre travail est de montrer l'effet de la formalisation du secteur informel sur la croissance économique au Bénin. En effet, face à la prolifération du secteur informel et le manque à gagner de l'Etat en matière de recette fiscale, il est important de prendre en compte ces deux variables afin de mieux cerner cette dynamique de croissance. L'étude couvre la période 1980-2014 soit 35 observations. L'estimation de notre modèle se fera par la Méthode des Moments Généralisés (GMM) à base du logiciel EVIEWS « Econometric Views » version 7. Cette méthode permet de prendre en compte le fait que certaines variables explicatives soient endogènes. Il ressort de nos estimations que la formalisation du secteur informel influence positivement le PIB et donc la croissance économique. Nos résultats suggèrent la mise en place des politiques économiques dont l'une des plus importantes est la réduction de la taille du secteur informel à travers sa formalisation afin d'accroître le PIB.

Mots clés : Secteur informel, Croissance économique, Recette fiscale

ABSTRACT

The aim of our work is to show the effect of the formalization of the informal sector on economic growth in Benin. In the face of the proliferation of the informal sector and the government's shortfall in tax revenue, it is important to take these two variables into account in order to better understand this growth dynamic. The study covers the period 1980-2014, ie 35 observations. The estimation of our model will be done by the Method of Generalized Moments (GMM) based on EVIEWS software "Econometric Views" version 7. This method allows to take into account the fact that some explanatory variables are endogenous. Our estimates suggest that the formalization of the informal sector has a positive influence on GDP and hence on economic growth. Our results suggest the implementation of economic policies, one of the most important of which is the reduction of the size of the informal sector through its formalization in order to increase GDP.

Keywords: Informal sector, Economic growth, Tax revenue

INTRODUCTION

La fiscalité demeure l'un des instruments privilégiés de développement économique et sociopolitique d'une nation. Mais la mise en place d'un régime fiscal efficace, permettant d'obtenir des ressources nécessaires dans le processus de développement, constitue un énorme défi pour les pays à faible revenu de l'Afrique Sub-saharienne. Le Bénin a l'instar des autres pays de la sous-région a une économie caractérisée par un dualisme d'activité économique (Le formel et l'informel).

Le secteur informel est appréhendé sous deux angles. Dans un premier temps, Le secteur informel est l'ensemble des activités économiques qui se réalisent en marge de la législation pénale, sociale et fiscale ou qui échappent à la comptabilité nationale ; c'est-à-dire il ne respecte aucune loi et n'est pas pris en compte dans le budget de l'Etat. Dans un second temps c'est l'ensemble des activités qui échappent à la politique économique, sociale et donc à toutes régulations de l'Etat. Nous pouvons comprendre que le secteur informel en général, échappe au fisc qui constitue un déterminant fondamental du Produit Intérieur Brut, indicateur le plus utilisé pour mesurer la croissance économique. En effet la croissance économique est la variation positive de la production de biens et services sur une période généralement longue. Cette croissance dans les pays en voie de développement se relève très basse. Ceci s'explique par le manque à gagner pour l'Etat s'il avait la main mise sur toutes les activités informelles.

Les investigations menées par l'Agence Française de Développement (AFD) en 2006, montrent que l'informel couvre plus de 50% de la richesse national au Bénin. Ce secteur qui échappe à certains prélèvements obligatoires, constitue un véritable frein à l'Etat au niveau de ces recettes consacrées aux dépenses publiques. Face à une telle situation, la nécessité d'engager des réformes pour l'élargissement de l'assiette fiscale, l'effectivité d'un Identifiant Fiscal Unique (IFU) à tout opérateur économique, la suppression et la revue à la baisse de certains impôts et taxes sur l'activité économique ne cessent de se faire entendre. Ainsi, en 2006 le projet d'Appui au Secteur Privé (PASP) a mené des enquêtes sur l'informel et plus de 70% des entreprises enquêtées sont prêtes à se formaliser.

En effet, l'absence de la formalisation des structures de ce secteur l'empêche de contribuer aux rentrées fiscales nécessaires au développement du Bénin. Il contribue très peu au budget national, alors qu'il comporte des micro-unités qui sont des entreprises, capables de se transformer aisément en petites et moyennes entreprises : une situation à laquelle la

règlementation du secteur pourrait palier. Les avantages des entreprises formelles ne sont pas les moindres, telle qu'une meilleure organisation du marché qui permet de trouver des débouchés pour l'écoulement des produits ; la possibilité d'accéder aux commandes publiques ; l'affiliation à des centres de formalités des entreprises qui facilite les démarches administratives ; et la possibilité d'obtenir une couverture sociale pour soi-même et pour ses employés (Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC), 2010).

La transformation est possible dans le cas d'une formalisation comme le souligne Maldonado et al, (1998) en ce termes : « Sous l'effet des politiques d'ajustement structurel et du renouveau des doctrines néolibérales, deux positions opposées et controversées ont été adoptées au cours des années quatre-vingt. Les uns estiment qu'un contrôle plus strict des conditions d'exercice des activités informelles est indispensable pour garantir la rentabilité des investissements dans les entreprises modernes, étant donné la concurrence déloyale qu'exerce le secteur. Les autres préconisent une réforme en profondeur du système législatif et administratif afin de libérer les initiatives et le potentiel législatif que détiennent les microentreprises position défendue par un courant ».

L'objet de notre étude est de montrer l'effet de la formalisation du secteur informel sur la croissance économique au Bénin à travers le thème ; « Effet de la formalisation du secteur informel sur la croissance économique au Bénin ». Afin de cerner les contours de ce thème, nous avons pris l'option de le développer en deux chapitres. Le premier chapitre sera consacré à la problématique, aux objectifs, aux hypothèses de recherche, à la revue de littérature et la démarche méthodologique. Enfin dans le dernier chapitre, on présentera l'état des lieux du secteur informel, une analyse statistique des données ensuite une modélisation économétrique et enfin la validation des hypothèses et recommandation.

CHAPITRE I: CADRE THEORIQUE ET ANALYTIQUE DE L'ETUDE

SECTION 1 : Cadre théorique

Paragraphe 1 : Problématique

Le thème de l'économie informelle est devenu, depuis la publication du rapport du BIT (Bureau International du Travail) sur le Kenya en 1972, un centre d'intérêt majeur pour les économistes du développement. Une littérature abondante a été consacrée au secteur informel dans les pays en développement (notamment ceux d'Afrique et d'Amérique latine) dont plusieurs synthèses intéressantes élaborées dans les années 1980 et 1990 : Déblé et Hugon 1982, Archambault et Greffe 1984, Lachaud et Penouil 1985, Bernard 1991, Turnham, Salomé et Schwartz 1990, Bodson et Roy 1995. Dans les années 1970, l'intérêt est centré sur les petites activités marchandes qui ont permis à de larges pans de la population dans les villes du tiers-monde, exclus du marché du travail formel, de vivre ou de survivre.

La crise économique des années 1980 et les politiques d'ajustement structurel, ont engendré un développement remarquable des activités informelles et suscité de nouveaux comportements économiques des agents (ménages et entreprises). Pour contrecarrer certains effets négatifs des politiques d'ajustement (érosion du pouvoir d'achat, crise de l'emploi), de nombreux ménages se sont impliqués dans des activités informelles diverses (pluriactivité, travail à domicile, commerce ambulant...). Quant aux entreprises, notamment privées, le recours à des pratiques informelles (travail non déclaré, fraude fiscale...) a constitué pour nombre d'entre elles, un moyen efficace pour garder un certain niveau de rentabilité. Dans ce contexte, le secteur informel est globalement perçu comme un ensemble d'activités marginales, appelées à disparaître grâce au processus de développement économique et social.

Dans les années 1990, le développement de la flexibilisation du travail (informatisation d'une partie des emplois notamment dans les grandes entreprises et le recours à la sous-traitance et au travail à domicile) en vue de réduire les coûts de production vont conduire à reconsidérer la perception et le rôle du secteur informel dans l'économie. Pour certains auteurs (Portes, Benton et Castells, 1989), ces activités informelles ne sont que le résultat de la dynamique du système capitaliste, qui pour abaisser ses coûts salariaux, informatise de plus en plus ses activités en ayant recours au travail non déclaré, le travail à domicile et les réseaux de sous-traitance.

L'importance du secteur informel comme source d'emplois est reconnue par tous les pays africains. Ce secteur est pourvoyeur d'emplois. Il permet de suppléer au manque de

structures publiques et privées capables de recruter la main d'œuvre disponible (Ibrahim Sysavane 1997). Dans les pays africains, il permet d'éviter les crises sociales.

Au Bénin, le secteur informel se développe à un rythme très rapide compte tenu du nombre très faible d'entreprises privées existantes et du nombre de diplômés mis sur le marché de l'emploi. La disparition progressive des entreprises publiques et semi-publiques et la faible création des entreprises privées ont conduit inévitablement à une main d'œuvre disponible sur le marché de travail. Cette situation constitue l'une des causes de l'expansion de l'économie non-formelle dans la mesure où, des analphabètes, des gens instruits en attente d'un emploi et des licenciés d'entreprises trouvent refuge dans ce secteur informel à cause de l'incapacité des économies à créer le nombre d'emplois nécessaires pour absorber la main-d'œuvre.

Le non développement du secteur formel constitue sans doute le principal échec des plans d'ajustement structurel et des programmes de privatisation mis en place dans la décennie quatre-vingt-dix. Le démantèlement des entreprises publiques s'est plus souvent traduit, au bout de quelques années, par la disparition pure et simple desdites entreprises que par le renforcement du secteur moderne privé. Au lieu de l'épanouissement économique attendu, on a assisté à une régression au point que le secteur dit formel ne représente plus que 5% réparti entre le secteur public 2,6% et le secteur formel privé 2,4% d'après le Recensement Général de la Population Humaine 2003 (RGPH3).

La volonté d'organiser le secteur afin qu'il contribue au Budget Général de l'Etat est manifeste et se traduit par des études et la mise en œuvre de programmes. Mais force est de constater que malgré la précarité des emplois, le secteur informel reste prédominant et occasionne d'importants manques à gagner pour l'Etat, en dépit des efforts consentis par ce dernier. Le secteur informel a contribué à hauteur de 67,7% en moyenne à la formation du PIB sur les cinq dernières années. Le secteur primaire évolue en quasi-totalité dans l'informel (99,5%); (DGAE/MEF, 2011). Par ailleurs, le pays se trouve confronté à d'énormes difficultés socioéconomiques face auxquelles des solutions de mobilisation des ressources financières additionnelles doivent être recherchées. Dans cette quête perpétuelle de ressources additionnelles pour financer son programme de développement, plusieurs options s'offrent à l'Etat Béninois parmi lesquelles, la prise en compte du secteur informel (Rapport Conseil Economique et Sociale (CES) Bénin, 2011).

Le budget de l'Etat étant en grande partie constitué des revenus fiscaux, le secteur informel représente environ 97,2 % des activités économiques selon les statistiques de la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE), 2014 à travers le thème : "le secteur informel et la modernisation de l'économie béninoise". De plus les résultats du recensement général des entreprises réalisé par la Direction Générale des Affaires Economique (DGAE) et le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) en 2008 montrent que globalement le secteur informel concentre plus de 9 entreprises sur 10 (97%). En 2010, l'informel a contribué au PIB dans le secteur primaire à hauteur de 99,56% ; dans le secteur secondaire son poids dans la contribution du PIB est de 67,65% et dans le secteur tertiaire son poids est de 74,54% (Ehoumi 2012).

D'après des études réalisées par Igue en 2008, la distribution de l'essence frelaté dit « kpayo » est une activité qui occupe plus de 50 000 trafiquants qui distribuent près de 244 000 tonnes de produits pétroliers, soit près de 70 % du besoin national. De plus, concernant la vente des produits pétroliers l'Etat Béninois perd directement plus de 20 milliard de franc CFA de recettes fiscales par an. L'Etat perd ainsi une bonne partie des ressources qu'il pouvait avoir si seulement toute cette panoplie de travailleurs du secteur informel payait l'impôt. Trotabas (1997) renchérit en disant : « l'impôt apparaît alors comme une nécessité absolue pour un Etat moderne, il est le moyen normal de la répartition de la charge publique en individus et recettes de l'Etat ». Il est donc important de se poser la question principale à savoir :

« Quel est l'effet de la formalisation du secteur informel sur la croissance économique ? »

De cette question centrale en découlent les questions spécifiques suivantes :

- Quelle relation existe-il entre le secteur informel et croissance économique?
- La formalisation du secteur informel impacte-t-elle la production nationale au Bénin ?

Paragraphe 2 : Objectifs et Hypothèses

A- OBJECTIF GENERAL

Cette étude a pour but de montrer l'effet de la formalisation du secteur informel sur la croissance économique au Bénin.

Plus spécifiquement il s'agit de :

- déterminer la relation entre le secteur informel et croissance économique ;
- analyser les effets de la formalisation du secteur informel sur la production nationale.

B- HYPOTHESES DE L'ETUDE

À l'égard des objectifs spécifiques ci-dessus, nous formulons les hypothèses ci-après :

- le secteur informel influence significativement la croissance économique ;
- la formalisation du secteur informel accroît le Produit Intérieur Brut.

SECTION 2 : Cadre analytique

La littérature économique contient des études réalisées sur le secteur informel en relation avec la croissance. Une revue de ces travaux permet de mieux cerner la question et d'en faire une analyse approfondie. Cette section procède à une clarification des concepts de bases de l'étude et présente quelques fondements théoriques et empiriques des travaux réalisés

Paragraphe 1 : Revue de littérature

A- Clarification des concepts

1- Définitions des concepts

1.1- Le secteur informel

Le concept du secteur informel est une notion complexe liée aux réalités socio-économiques et au niveau de développement de chaque pays. Les acteurs du secteur informel sont désignés sous le nom de "Unités de productions Informelles (UPI)" car ne disposant pas d'un propre local (atelier, boutique, bureau, etc.) qui est un élément assimilé à la notion d'établissement.

En général, on définit le secteur informel comme l'ensemble des activités économiques qui se réalisent en marge de la législation pénale, sociale et fiscale ou comme l'ensemble des activités qui échappent à toute politique économique et sociale, et donc à toute régulation de l'Etat.

Le secteur informel peut se définir également comme un ensemble d'unités économique produisant des biens et services, en vue de créer principalement des emplois et des revenus, travaillant à petite échelle avec un faible niveau d'organisation et une faible division entre travail et capital, des relations de travail recouvrant des relations de parentés, des relations personnelles, souvent occasionnées et garanties.

En se référant aux définitions suivantes, nous pouvons distinguer deux catégories d'informel : le petit informel et le grand informel (Frank Houessouvo et Yves Kpekpede (2011).

- Le petit informel est le secteur des métiers (petits coiffeurs, scieurs, vendeurs de produits alimentaires ambulants etc.) qui exercent leurs activités avec un capital dérisoire pour subvenir à leurs besoins et sans avoir l'intention d'échapper au fisc.
- Quant au grand informel, c'est celui des opérateurs qui choisissent délibérément de ne pas s'acquitter des obligations administratives et surtout fiscales. En plus de ce choix, ils utilisent des procédés pour éluder l'impôt.

Pour les économistes de PEESI (Programme d'Etude et d'Enquête sur le Secteur Informel), font partie du secteur informel tous les établissements ne pratiquant pas par nature, une activité comme remplissant cumulativement trois (3) des six (6) critères suivants :

- 1- l'établissement appartient à une personne physique ou à une association de personnes ;
- 2- l'établissement n'est pas affilié au régime de sécurité sociale ;
- 3- l'établissement ne tient pas une comptabilité suivant un plan comptable (mais peut tenir un cahier de commandes ou d'achat-vente) ;
- 4- l'établissement a un effectif de salariés permanent inférieur à cinq (5) lesquels salariés doivent être utilisés de façon régulière ;
- 5- l'établissement n'est pas affilié au registre de commerce ;
- 6- l'établissement a un effectif d'apprentis et d'aides familiales inférieurs ou égaux à cinq (5), les salariés doivent être utilisés de façon régulière.

1.2- La croissance économique

La croissance économique désigne l'augmentation de la production des biens et services dans une économie, sur généralement une période longue.

En pratique, l'indicateur utilisé pour mesurer cette croissance est le Produit Intérieur Brut (PIB). Il est mesuré « en volume » ou à « prix constant » pour corriger les effets de l'inflation. Par suite, on entend par taux de croissance, le taux de variation du PIB. On utilise à cet effet, la croissance du PIB par habitant comme un indicateur de l'amélioration du niveau de vie.

La croissance, au sens strict, décrit un processus d'accroissement de la seule production économique. Elle ne renvoie donc pas directement à l'ensemble des mutations économiques et sociales propres à une économie en développement. Ces transformations au sens large sont conventionnellement, désignées par le terme de développement économique. Ce dernier se définit selon François Perroux (1961), comme « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui rend apte à faire croître, cumulativement et durablement son produit réel global ». Le terme « croissance » s'applique alors plus particulièrement aux économies déjà développées. Elle est mesurée par une augmentation quantitative des indicateurs macroéconomiques comme le Produit Intérieur Brut (PIB) réel ou le Produit National Brut (PNB) réel. Le PIB prend en compte les productions intérieures tandis que le PNB considère aussi les productions réalisées à l'extérieur du pays par des nationaux.

Les théories explicatives de la croissance ne sont pas récentes. La question de la croissance relève de l'antiquité. Mais elle sera plus abordée avec les nouvelles théories notamment les classiques ; les néoclassiques ; les monétaristes ; les capitalistes, les keynésiens etc. Toutefois, ces théories n'ont apporté qu'une amélioration de la compréhension de la croissance.

Ainsi, dans l'antiquité ; pour le mercantilisme espagnol l'accumulation des métaux précieux est source de croissance ; pour le mercantilisme anglais, le développement du commerce est source de croissance et enfin le mercantilisme français prône le développement industriel comme source de croissance.

L'analyse de la croissance occupe une place importante chez les économistes classiques. En effet, Adam Smith (1723-1790) a mis l'accent dans son analyse sur le rôle des

économies d'échelle, de la spécialisation et du commerce international. Il est aussi l'inventeur de l'approche historique dans l'analyse comparative en mettant l'accent sur l'économie d'échelle et sur la division du travail. Smith, à travers son étude des effets de productivité induits par le développement de la division du travail (en tenant compte de la qualification), laissait entrevoir une croissance ininterrompue. Malthus en (1798) stipule que la croissance est basée sur deux facteurs : les ressources naturelles et le travail. Pour lui, le mécanisme principal qui conditionne la croissance correspondrait à la pression imposée par la croissance démographique qui évolue selon un rythme géométrique et par les besoins de subsistance de cette population qui ne croissent qu'en progression arithmétique. L'équilibre est alors uniquement atteint grâce aux obstacles qui sont de deux ordres : l'obstacle « privatif » qui prévient l'augmentation de la population par une limitation des naissances, et des obstacles « destructifs » (guerres, famine, épidémies) qui causent une baisse de la population. Mais la préférence de Malthus va très nettement vers l'obstacle « privatif », dont la limitation des naissances par la seule « contrainte morale », à l'exclusion de tout procédé de contraception qui relève du vice. C'est pourquoi, il préconise alors d'adopter les politiques actives en vue de limiter ces catastrophes en favorisant l'abstinence sexuelle, les mariages tardifs. David Ricardo (1772-1823) reconnaît clairement la puissance productive supplémentaire qui peut provenir des machines et des perspectives de croissance forte que ces dernières peuvent fournir aux secteurs non agricoles. Etant en partie influencé par les théories malthusiennes, il considère que les gains de productivités ne peuvent apparaître que dans l'industrie. Mais l'utilisation progressive des terres de moins en moins fertiles ne peut tirer vers le haut les prix agricoles et donc à l'arrêt de l'expansion économique. Enfin Ricardo a une analyse relativement moderne, basée sur la recherche du capitalisme.

Pour la plupart des économistes classiques, en particulier Ricardo et Malthus, aucune croissance ne peut être durable, car toute production devrait selon eux, inexorablement converger vers un « état stationnaire ». C'est le cas de Ricardo pour qui l'état stationnaire était le produit des rendements décroissants des terres cultivables, ou encore pour celui de Malthus qui le liait à son principe de population selon lequel « le pouvoir multiplicateur de la population est infiniment plus important que la capacité qu'a la terre de produire les quantités d'aliments nécessaires à la subsistance de l'homme ». Karl Marx (1818-1883) est sans conteste, l'économiste classique qui a l'analyse la plus riche du capitalisme. Il a, notamment rejeté le pessimisme de Malthus et Ricardo en reconnaissant la puissance productive qui réside dans la production en usine et le rôle de l'accumulation accélérée du capital fixe dans le

progrès technique. Le progrès technique et l'accumulation du capital sont donc deux sources de la croissance chez « Karl Marx »

Quant aux Keynésiens, la croissance s'explique par le niveau global de la demande donc, lorsque les entreprises se trouvent face à une demande élevée elles sont plus incitées à produire pour faire face à cette demande. Ce niveau de production élevée contribue à la croissance.

Contrairement à Marx, Schumpeter met l'accent sur le progrès technique plutôt que sur l'accumulation du capital. Il rejette totalement l'analyse de Malthus et Ricardo concernant la contrainte imposée par la pression démographique. L'auteur distingue deux modes d'opération d'une économie capitaliste : le flux circulaire qui correspond à une situation où la technologie est statique, et le développement économique où la technologie et l'organisation de la production changent avec une dynamique soutenue par des innovations. Il considère que l'innovation portée par les entrepreneurs constitue la force motrice de la croissance. On a alors, une suite d'équilibres potentiels qui ne sont jamais atteints car, les innovations successives déplacent continuellement l'économie. Le rôle de l'entrepreneur qu'il a étudié dans « théorie de révolution économique » en 1913, apparaît alors pleinement dans la recherche et la mise en œuvre des innovations comme source de profit. Ces innovations correspondent à l'invention et à la réalisation de nouvelles combinaisons (d'où le concept destruction créatrice) qui peuvent correspondre à : l'introduction de nouveaux biens, l'introduction de nouvelles méthodes de production, l'ouverture de nouveaux marchés, la découverte et la conquête de nouvelles sources de matières premières, et une nouvelle organisation pour l'industrie.

De façon générale, il retient enfin trois types de cycles économiques pour expliquer les variations de la croissance :

- les cycles longs ou cycles HONDRATIEFF, d'une durée de cinquante ans environ ;
- les cycles intermédiaires ou cycles JUDLAR ; d'une durée de dix ans environ ;
- les cycles courts ou cycles KITCHIN, d'une durée de quarante mois environ.

1.3- La fiscalité

La définition de la fiscalité diffère d'un auteur à un autre. Pour Albert, Akakpo et Yenoussi. (2002) « la fiscalité est l'ensemble des lois, règlements, procédures et pratiques administratives relatives à l'impôt ». Ils vont plus loin en disant que : « la fiscalité élabore des

règles juridiques relatives à la résolution des problèmes soulevés par son application et son contentieux ».

Par ailleurs Kotingan (1994) affirme ce qui suit : « la fiscalité est l'ensemble des prélèvements effectués par la puissance publique, l'Etat, les collectivités locales ou par les organismes supranationaux, à l'exemple de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), sur les personnes physiques ou morales ».

Pour plus de précision, il ajoute que « la fiscalité des entreprises est l'ensemble des impôts et taxes auxquelles, sont assujetties les entreprises tant du secteur publique que privé, qu'elle soit individuelles ou sociétaires ». Le dictionnaire LAROUSSE quant à lui affirme que « la fiscalité est l'ensemble des charges d'impôt ».

Aux égards à tout ce qui précède nous pouvons affirmer que la fiscalité est l'ensemble des lois, règlement, procédures et pratiques administratives relatives à l'impôt. Elle élabore les règles juridiques relatives à la théorie de l'impôt et à la résolution des problèmes soulevés par son application et son contentieux. Elle est l'un des fondements de la souveraineté, car en l'absence de ressources financières, nul gouvernement ne peut conduire de politiques publiques. Elle est un puissant instrument de régulation économique capable d'influencer la consommation, d'encourager l'épargne ou d'orienter le mode d'organisation et de production des entreprises. Sous ce vocable, se trouvent les prélèvements obligatoires comprenant les impôts (prestations pécuniaires mises à la charge des personnes physiques et morales) les taxes parafiscales (instituées dans un but d'ordre économique, professionnel ou social au profit d'organismes professionnels), les redevances pour services rendus, les droits de douane (TVA sur les biens provenant des États non membres de l'Union européenne, de la taxe sur les produits pétroliers et des accises) et les cotisations sociales.

Ainsi l'impôt se définit comme une prestation pécuniaire, mise à la charge des personnes physiques ou morales, requise par voie d'autorité à titre définitif sans contrepartie directe, en vue de couvrir les dépenses publiques et de réaliser les objectifs économiques et sociaux fixés par la puissance publique.

Ses caractérisé sont ainsi définies :

- l'impôt est un prélèvement obligatoire et pécuniaire. Il s'oppose à l'emprunt qui est un autre moyen de couverture des dépenses publiques.
- l'impôt est effectué par voie d'autorité. Il découle du caractère de puissance publique de l'impôt. La notion de contrainte, d'autorité vise l'impôt. C'est pourquoi on utilise le terme «

contribution ». L'administration est tenue de percevoir l'impôt qui a été autorisé par le Parlement.

- un prélèvement effectué sans contrepartie et à titre définitif. Les prélèvements fiscaux reposent sur l'idée d'absence de contrepartie. La non affectation de l'impôt caractérise l'absence de contrepartie et constitue un principe budgétaire de la comptabilité publique.

On distinguera de l'impôt, les prélèvements suivants :

- les cotisations sociales : prélèvements assis sur les salaires, associés au financement de prestations sociales. Le Conseil constitutionnel a insisté sur le fait que les cotisations sociales ouvrent droit aux prestations servies par les différents régimes sociaux, ce qui les distingue des impôts ;

- les taxes parafiscales : elles servent à financer un organisme public particulier sans lien de proportionnalité avec le service rendu. Par exemple, le produit de la taxe intérieure sur les consommations de gaz naturel est affecté à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie ;

- les redevances : elles rémunèrent un service rendu. Exemple : le péage ou droit d'entrée des musées nationaux.

B- Etude théorique sur le secteur informel

Depuis que le concept de secteur informel est né, différentes approches théoriques se sont confrontées pour tenter de comprendre l'existence de l'informel et ses impacts sur l'économie des pays. Aujourd'hui, on peut retenir de ces confrontations que :

Pour Lautier (1994) et Levy (1997), le secteur informel est défini comme une condition de survie : c'est l'ensemble des activités réalisées par les individus dont l'objectif est d'assurer la survie du ménage, et qui se développent sans la mentalité d'accumulation censée caractériser le capitalisme moderne. Ainsi, "le secteur informel ne peut pas être autre chose que de l'économie de survie, car il n'y a pas d'accumulation. Il faut aussi noter que cette approche en terme de survie fut également celle des libéraux jusqu'au milieu des années 1980, date à partir de laquelle ils développent leur propre approche du secteur.

Selon les tenants de cette approche, le développement de l'informel est un bon exemple d'économie ultralibérale : des millions de gens se débrouillent en marge de toutes aides de l'Etat. Le secteur informel est aussi une économie hyper flexible, produisant son propre droit, capable de s'ajuster et d'être un formidable régulateur social face aux crises économiques. Le secteur informel peut donc se définir comme, "une revanche des lois éternelles du marché et de la rationalité économique contre la carence de l'économie officielle

étatisée" (Latouche, 1989). En effet, les libéraux, à l'instar de l'économiste péruvien Hernando De Soto (1987), estiment qu'il y a une économie informelle en raison d'un excès de lois et d'exigences administratives résultants d'un Etat omniprésent et tout puissant. Dans son ouvrage "L'autre sentier". "Une révolution invisible dans le Tiers-Monde" (1987), De Soto montre que les règles et contraintes imposées par l'Etat dans le fonctionnement de l'économie découragent l'esprit d'initiative et dissuadent les entrepreneurs d'accéder à la légalité en matière de propriété ou de déclaration d'activité. Ce qui pousse ces petits entrepreneurs, pourtant dynamique et porteur de développement, à rentrer dans l'informalité, c'est donc le prix de la légalité (impôts, taxes, droits, réglementations, paperasses...) qui leur est inaccessible compte tenu de leurs moyens.

Le secteur informel est finalement une économie de type concurrentiel, réalisant le programme d'Adam Smith. "Elle se développe en marge de l'Etat qui, par ses entraves diverses (règlements, taxes excessives), fait obstacle à l'épanouissement de la « vraie économie »" (Engelhard, 1998).

Selon les marxistes, le secteur informel est une forme de soumission au capitalisme. Il est analysé par rapport à l'hégémonie du mode de production capitaliste qui domine l'économie. La petite production est ainsi considérée comme "la transposition nationale du système international inégal prévalant dans le cadre du processus d'accumulation à l'échelle mondiale" (Mettelin, 1985). Le secteur informel joue alors un rôle actif dans la mise en place d'une forme d'économie qui maintient le sous-développement en entretenant la dépendance. Les arguments utilisés se fondent sur l'idée que les activités informelles sont à la fois des éléments de reproduction du système capitaliste et subordonnés à sa dynamique. D'un côté, le secteur informel fonctionne comme une "armée de réserve", pour reprendre la terminologie de Marx, et garantit ainsi la reproduction de la force de travail à moindre coût, ce mécanisme permettant l'extraction d'un surplus et l'accumulation du capital dans le secteur moderne. De l'autre côté, sa dynamique est subordonnée à celle du secteur moderne, notamment en termes d'approvisionnement (matières premières, outils...) et d'accès au marché (le secteur informel ne subsiste que dans les domaines qui lui sont délaissés par l'économie capitaliste).

Par contre pour certains auteurs comme De Miras (1984), Bugnicourt (2000) : le secteur informel est comme une résistance au capitalisme et s'apparente plus à une économie populaire. En effet De Miras (1984), s'interrogeant sur la dynamique d'un secteur informel, associée, dominée et exploitée ou non par le système capitaliste. Il montre alors que les réponses économiques autonomes fournies par les individus les plus démunis constituent de

véritables "pratiques économiques populaires qui surgissent par-dessus l'évolution du capitalisme. Il introduit alors le concept d'"économie populaire spontanée".

Bugnicourt (2000), fait partie des auteurs principaux ayant contribué au développement de cette notion. Il s'agit selon lui de petites entreprises ou d'artisans qui travaillent pour la clientèle populaire. C'est "une socio-économie qui répond à des besoins de base, donne du travail, révèle et met en œuvre une grande diversité des ressources, et établit des liaisons multiples et changeantes, y compris avec la part moderne de l'économie". Il faut alors noter que l'économie populaire exclut les activités capitalistes non déclarées pour échapper à l'impôt pour ne retenir que les activités de création de revenu pour la famille élargie ou la communauté concernée (Castel, 2002).

L'économiste égyptien Charmes J. (1988), dans son article intitulé "Débat actuel sur le secteur informel", désigne l'économie informelle comme un « secteur non structuré » car n'obéissant pas aux normes économiques. Il affirme que la facilité d'entrée est une caractéristique largement reconnue à l'informel. Cette caractéristique fait du secteur un débouché à la fois de l'exode rural et de la "pluriactivité" des salariés. Ce faisant, l'informel se présente comme un réservoir se remplissant de façon concomitante par la base et par le sommet.

Pour Villiers de G. (1992), dans Petite économie marchande et phénomènes informels en Afrique, on peut affirmer que le secteur informel n'est pas l'informe, c'est-à-dire ce qui n'a pas de forme, mais plutôt ce qui ne correspond pas à des formes reconnaissables, à des modèles établis. Et, dans ce cas précis, aux formes reconnaissables des économies traditionnelles et modernes. Il est un « phénomène social et culturel, celui du développement d'activités et pratiques à caractère atypique (ni traditionnelles, ni, modernes) ; il constitue une dimension fondamentale du processus de changement socioculturel en Afrique Noire » (de VILLIERS 1992).

Pour Bailly A. (2003), l'informel dans les pays en développement doit être étudié en tant que sous ensemble d'un système socio-économique global. L'émergence du circuit économique non reconnu exige d'autres outils et conduit le chercheur à se tourner vers les sources d'informations dites « qualifiées » d'anthropologie. Il s'agit plus précisément d'une observation directe et des contacts entre chercheurs et acteurs pour comprendre l'informel à partir du point de vue de ses intervenants.

John O. Igue lors de la séance de restriction du dossier de plaidoyer pour une meilleure structuration du secteur informel tenue à la Chambre de Commerce et de l'Industrie du Bénin (CCIB) le 26 novembre 2008 présente un diagnostic assez précis du secteur à travers son hétérogénéité tant au niveau des activités que des acteurs, la variabilité du revenu généré par le secteur, sa vulnérabilité, la volatilité de certaines entreprises du secteur.

Enfin nous ne saurons parler des auteurs qui ont mené des réflexions sur le secteur informel sans faire allusion à Keith Hart 1885 qui est le premier à utiliser le terme secteur informel dans une étude sur le Ghana et repris dans le rapport du Bureau International de Travail (BIT) sur l'emploi au Kenya en 1972. Peu après le terme a connu une popularité mondiale et aujourd'hui il continue de faire couler beaucoup d'encre et de salive surtout pour le BIT il demeure une préoccupation dans le cadre des discussions sur l'emploi récemment et aussi par rapport à l'action syndicale.

C- Les développements empiriques

1- Statut du secteur informel selon quelques auteurs

De nombreux auteurs ont effectué de travaux en rapport avec les caractéristiques du secteur informel et sa relation avec la croissance économique. En premier lieu, nous avons :

- F. Bourguignon qui remarque qu'à long terme, que le développement d'un pays s'accompagne d'une réduction progressive du poids de l'économie informelle. L'exemple des pays développés où l'informel occupe une place marginale va dans ce sens. Une première question de nature macroéconomique concerne donc le lien entre la croissance économique et la dynamique de l'informel. L'analyse multi segmentée du marché du travail peut être étendue naturellement à la dynamique de l'emploi en établissant un lien entre cette dynamique formelle/informelle et l'environnement macroéconomique (Bacchetta et al. 2009). La segmentation implique que certains travailleurs ne peuvent recevoir une rémunération suffisante pour subvenir à leurs besoins ou à ceux de leur famille. L'informalité constitue donc un facteur propre d'une situation de pauvreté des ménages et le lien entre informalité et pauvreté est ici étudié selon une approche à la fois macro et microéconomique.

- Ensuite F. Verdera analyse la dynamique de l'emploi dans le secteur informel urbain en Amérique du Sud (dix pays) entre 1970 et 2008. Il s'agit, à notre connaissance, de la première étude solide de ce type sur des données temporelles pour l'ensemble du continent. Il met en évidence la très forte progression de la part de l'emploi dans le secteur informel durant les années 1990, période de faible croissance économique post ajustement structurel. En

revanche, la deuxième partie de la dernière décennie jusqu'à la crise internationale voit l'informel reculer en pourcentage, en liaison avec la forte croissance du produit intérieur brut (PIB). Les estimations économétriques montrent la corrélation négative entre l'emploi dans le secteur informel et la croissance du PIB, et la corrélation positive avec la croissance de la population active, du taux d'activité et de la productivité. Comme le remarque F. Bourguignon, c'est bien avant tout le manque de croissance économique qui a provoqué la montée de l'informalité en Amérique du Sud depuis les années 1970.

- F. Groisman étudie alors la dynamique de l'emploi et des revenus en Argentine au début des années 2000, marquées par une reprise progressive de la croissance après la grave crise du début de la décennie. La part de l'emploi dans le secteur informel (près de 40 % du total) n'a pas varié depuis le début des années 1990. En revanche, celle de l'emploi informel (environ 55 % de l'emploi total) a progressé avec l'effet combiné des réformes structurelles puis de la crise, avant de décroître grâce à la reprise, tout comme la pauvreté absolue qui touchait plus de la moitié de la population juste après la crise. De même, X. Oudin analyse la dynamique du marché du travail en Thaïlande sur une longue période, 1970-2005. Pendant toute la phase de forte croissance et d'industrialisation, qui s'est interrompue au moment de la crise de 1997, on observe une diminution tendancielle de la part de l'emploi dans le secteur informel. Depuis la crise, le poids relatif du secteur informel dans l'emploi s'est stabilisé en relation avec le ralentissement de la croissance.

- Enfin l'étude de J. Herrera et N. Hidalgo sur le Pérou est conduite selon une approche microéconomique sur des données longues de panel issues d'enquêtes ménages. Portant sur la période 2002-2010, elle met en lumière tout d'abord la forte hétérogénéité des entreprises du secteur informel, avec un certain nombre d'entreprises à revenus assez élevés mais également une proportion élevée de pauvres. À un niveau plus microéconomique, les taux de mortalité et de natalité des unités de production informelles (UPI) apparaissent très élevés (environ 35 % en 2010), sachant que l'entrée dans la pauvreté d'un chef d'UPI est corrélée avec la disparition de son unité de production, selon le modèle logit multinomial estimé. Ce résultat, qui établit un lien fort entre pauvreté et secteur informel, implique que les politiques de développement doivent se préoccuper davantage de faciliter les transitions du secteur informel vers le secteur formel et d'accroître la productivité du premier.

2- Statut du secteur informel dans les modèles de Fields

La prise en compte du secteur informel dans l'analyse du marché du travail des pays en développement a ouvert la voie à des tentatives de conceptualisation et de modélisation de ce secteur dont les plus importantes sont représentées par les modèles de Fields.

Il y a lieu de noter que le premier modèle à avoir pris en compte le secteur informel urbain est le modèle de Lopez 1970 ; qui est en fait une extension du modèle de Todaro 1969 à travers l'introduction de la possibilité pour les urbains, exclus du marché du travail formel, de travailler dans le secteur informel. La grande faiblesse de ce modèle tient au fait qu'il ne prend pas en compte l'existence du chômage urbain, ce qui explique son insuccès.

❖ Le premier modèle de Fields 1975

Ce modèle met en évidence 4 situations possibles du marché du travail qui correspondent aux stratégies de recherche d'un emploi :

- rester dans le secteur rural et se contenter du revenu agricole, compte tenu de l'impossibilité de trouver un emploi dans le secteur moderne ;
- étant au chômage, chercher un emploi dans le secteur moderne. Si une possibilité est offerte, s'embaucher dans le secteur moderne ;
- autrement, rester au chômage ;
- étant actif dans le secteur informel, chercher un emploi dans le secteur moderne avec néanmoins une probabilité plus faible d'en obtenir un que si l'on est chômeur (celui-ci est plus disponible pour chercher un emploi, il peut y consacrer tout son temps). Si une possibilité se présente, s'employer dans le secteur moderne ;
- autrement, rester dans le secteur informel et se contenter du revenu de celui-ci.

Avec : $R_i < R_a < S_m$ R_i : revenu informel ; R_a : revenu agricole ; S_m : salaire du secteur moderne.

Le modèle de Lopez -Mazumdar de 1976 admet uniquement 3 situations : travailler dans le secteur traditionnel, faute de trouver un emploi dans le secteur moderne et gagner le revenu agricole (R_a) ; s'embaucher dans le secteur moderne si c'est possible, sinon travailler dans le secteur informel ; dans le pire des cas, rester au chômage.

Avec $Ra < Ri < Sm$

Dans ce premier modèle de Fields, le secteur informel est défini par les éléments suivants : une facilité d'accès (absence de barrières à l'entrée) ; les travailleurs du secteur informel ont moins de chance que les chômeurs d'accéder à un emploi dans le secteur moderne ; les revenus informels se situent au bas de l'échelle (ils sont non seulement inférieurs aux revenus du secteur moderne mais également à ceux du secteur traditionnel).

Reprenons ces éléments un par un. S'agissant de la facilité d'accès aux activités informelles, qui est présentée par Fields comme le critère de définition par excellence du secteur informel, des études empiriques ont établi que ce critère de définition est loin d'être pertinent. Il existe au sein du secteur informel, dont l'extrême hétérogénéité est maintenant admise par tous les spécialistes, des activités qui ne sont pas accessibles à tout le monde (par exemple les activités de réparation et certaines activités artisanales qui exigent un savoir-faire technique).

Considérer que les travailleurs du secteur informel ont moins de chance que les chômeurs de trouver un emploi dans le secteur moderne est partiellement vrai dans la mesure où les seconds ont plus de temps à consacrer à la recherche d'un emploi que les premiers. Mais on peut objecter que l'accès à l'emploi dans le secteur moderne ne dépend pas que du temps que l'on peut y consacrer. Des facteurs autrement plus déterminants comme le niveau de qualification, l'expérience, les relations sociales, etc. interviennent dans une large mesure dans l'accès à l'emploi moderne (Bodson et Roy, 1993).

Enfin, l'hypothèse de l'infériorité des revenus informels par rapport aux revenus des autres secteurs est très discutable. Là aussi des études empiriques ont permis de remettre en cause cette hypothèse. Non seulement, les revenus du secteur informel ne sont pas aussi faibles qu'on le prétendait mais ceux générés par certaines activités informelles sont largement supérieurs à ceux du secteur moderne (Hugon, 1980 ; Charmes, 1987, 1997 ; Lopez, Henao et Sierra, 1984).

❖ Le « deuxième » modèle de Fields 1990

Conscient des limites de son modèle de départ, Fields 1990 va proposer un nouveau modèle en 1990, qui est en réalité une version remaniée de son modèle de 1975. Ainsi pour remédier à toutes les insuffisances du modèle précédent, Fields y introduit une hypothèse supplémentaire mais fondamentale. Il s'agit de l'hypothèse de la segmentation du secteur

informel selon laquelle il existe au sein du vaste secteur informel, d'un côté des activités d'accès facile, générant globalement de faibles revenus (activités de subsistance) et de l'autre des activités d'accès difficile (réparation, artisanat) que choisissent volontairement les individus en raison de l'importance des revenus qu'elles procurent. Ce qui revient à distinguer deux étages : le secteur informel « inférieur » et le secteur informel « supérieur ».

En plus de l'hétérogénéité des activités et son corollaire la différenciation des revenus, Fields finit par reconnaître l'existence de liaisons entre le secteur formel et le secteur informel (Bodson et Roy, 1993) mais aussi entre ce dernier et le secteur traditionnel. Ceci apparaît à travers la trajectoire de certains individus qui peut être résumée ainsi :

- 1- migration de la campagne vers la ville ;
- 2- insertion dans le segment inférieur du secteur informel ou chômage ;
- 3- insertion dans le secteur formel et accumulation de ressources ;
- 4- retour au secteur informel (au segment supérieur du secteur informel) comme petit patron ou travailleur indépendant.

Paragraphe 2 : Méthodologie de l'étude

La méthodologie adoptée dans le cadre de ce travail comprend deux principales composantes à savoir la recherche documentaire qui permet de regrouper toute la littérature se rapportant au thème et à l'analyse des données (données secondaires). Elle est basée sur une analyse descriptive de l'évolution des variables et sur une analyse empirique. Les hypothèses seront testées et élucidées par un modèle économétrique. Ainsi le modèle fera ressortir la relation entre la formalisation du secteur informel et la croissance économique.

A- Spécification du modèle

Revenons à l'analyse de F. Verdera sur la dynamique de l'emploi dans le secteur informel urbain dans dix pays de l'Amérique du Sud et la remarque de F. Bourguignon citées plus haut et dont voici des extraits :

« F. Verdera (2001) met en évidence la très forte progression de la part de l'emploi dans le secteur informel durant les années 1990, période de faible croissance économique post ajustement structurel. Les estimations économétriques montrent la corrélation négative entre l'emploi dans le secteur informel et la croissance du PIB, et la corrélation positive avec la

croissance de la population active, du taux d'activité et de la productivité. Comme le remarque F. Bourguignon, c'est bien avant tout le manque de croissance économique qui a provoqué la montée de l'informalité en Amérique du Sud depuis les années 1970 ».

Nous pouvons affirmer que Le modèle retenu est un modèle économique qui contient les spécifications nécessaires pour son application empirique (modèle économétrique). Nous allons nous inspirer de certaines études empiriques citées plus haut comme celle de F. Verdera en prenant en compte l'actualité économique de notre pays. Notre modèle dernier estime l'effet de la formalisation du secteur informel sur la croissance économique.

Le modèle se présente comme suit :

$$PIB_t = C_0 + \alpha_1 PINF_t + \alpha_2 FORM_t + \alpha_3 INV_t + \alpha_4 PA_t + \varepsilon_t$$

PIB : Produit Intérieur Brut, la variable endogène comme mesure de la croissance économique. Il est introduit afin de mesurer la sensibilité des dépenses publiques par rapport à sa variation.

PINF : Produit intérieur brut dans secteur informel

FORM : Recette fiscale du secteur informel que la formalisation va apporter de plus (recettes déjà collectées dans l'informel retranchées du potentiel fiscal du secteur informel) pour matérialiser la formalisation du secteur informel dans notre étude.

INV : Investissement total, l'investissement est une variable très importante dans l'explication de la croissance du PIB. Lorsqu'on constate une baisse de la demande générale des biens et services au cours d'une récession, une large part de celle-ci peut généralement être imputée aux dépenses d'investissement.

PA : Population Active, c'est l'ensemble des personnes des deux sexes occupant un emploi et les chômeurs. Elle dépend linéairement du volume de l'emploi. On peut décomposer cette population active en personnes employées d'une part et chômeurs d'autre part.

C_0 : Une constante

$\alpha_i (i = 1, \dots, 4)$: représente les coefficients des variables exogènes

ε_t : Le terme d'erreurs.

Ainsi la forme Log linéaire (noté L) de la fonction revient à :

$$LPIB_t = C_0 + \alpha_1 LPINF_t + \alpha_2 LFORM_t + \alpha_3 LINV_t + \alpha_4 LPA_t + \varepsilon_t$$

D'après la théorie économique nous pouvons émettre les hypothèses suivantes sur les signes espérés des paramètres des variables.

Tableau I : Signes attendus des paramètres

Variables	LPINF	LFORM	LINV	LPA
Signes espérés	+	+	+	+

Source : Réaliser par nous-mêmes.

❖ Matérialisation de la variable formalisation

Etant donné l'importance du secteur informel dont la grande partie d'impôts n'est pas captée par le fisc, notre démarche consistera dans un premier temps à estimer la relation entre les recettes fiscales formelles et le PIB formel. Vu aussi que le niveau de recettes dépend également du niveau de la corruption étant donné que la fraude fiscale sera d'autant plus importante que la corruption est élevée. En effet, le contribuable compterait sur la possibilité de corrompre l'agent du fisc au cas où il serait détecté dans sa fraude ou même il ferait contribuer l'agent du fisc à sa fraude en payant moins que dû ou pas du tout en contrepartie d'une certaine somme d'argent. Pour cela, nous introduisons dans cette relation l'indice de la corruption.

$$RF_f = \alpha_1 PIB_f + \alpha_2 IC + \alpha_3 BCom + \varepsilon$$

Où RF_f représente les recettes fiscales formelles PIB_f le PIB formel, IC l'indice de corruption, $BCom$ la balance commerciale et α_1 , α_2 et α_3 les paramètres. L'introduction de l' IC dans le modèle permet d'estimer le taux de pression fiscale formel α_1 qui aurait été observé en l'absence de la corruption sur la base de la production formelle observée. Ainsi, les recettes fiscales formelles potentielles sur la base de la production formelle observée seraient donc données par la relation : $RF_{POT_{obsvf}} = \alpha_1 PIB_f + \alpha_3 BCom + \varepsilon$. En appliquant cette relation à la production informelle observée, on obtiendrait donc les recettes fiscales informelles potentielles observées. On aura donc : $RF_{POT_{obsvinf}} = \alpha_1 PIB_{inf}$.

Dans notre étude nous allons utiliser la formalisation du secteur informel nommée FORM. Cette formalisation est obtenue en retranchant les recettes fiscales déjà observées de la part de l'informel du potentiel fiscal de l'informel ($RF_{POT_{obsvinf}}$). En effet, la balance commerciale étant déjà entièrement prise en compte au niveau du formel compte tenu de l'impossibilité de faire la distinction entre balance formelle et celle informelle, elle ne sera

plus prise en compte au niveau de l'informel (hypothèse que la totalité des recettes fiscales liées au commerce extérieur au Bénin est formelle ; ce qui est quand même réaliste.).

B- Nature et sources des données

Les données utilisées dans le cadre de notre étude sont des séries temporelles. Elles couvrent la période 1980-2014 soit 35 observations et sont collectées auprès de différentes structures comme la MEF-DGAE (Ministère de l'Economie et des Finances-Direction Générale des Affaires Economiques), la BCEAO (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest) et la Banque Mondiale.

C- Méthode d'analyse des données

L'analyse descriptive des données collectées sur les variables permettra d'avoir une idée sur leur évolution. L'estimation de notre modèle se fera par la Méthode des Moments Généralisés (GMM) à base du logiciel EVIEWS « Econometric Views » version 7. Pour nous assurer de la fiabilité et de la qualité de nos modèles, des tests de diagnostic et de validation seront effectués avant l'interprétation des résultats.

D- Différentes étapes de la procédure d'estimation et de validation du modèle

❖ Test de stationnarité de Dickey Fuller Augmented (ADF)

Une série chronologique est stationnaire si son espérance et sa variance restent inchangées dans le temps. En d'autres termes la série stationnaire ne comporte ni saisonnalité, ni tendance. Dickey et Fuller (1979 ; 1981) ont mis au point un test permettant non seulement de détecter l'existence d'une tendance mais aussi de déterminer la bonne manière de stationnariser une série.

Le test de racine unitaire indique l'ordre d'intégration des séries. Il en découle donc qu'une série est intégrée d'ordre 1 s'il convient de la différencier une fois avant de la stationnariser. Il est important de préciser que le choix porté sur le Dickey Fuller Augmented se justifie par le fait qu'il tient compte du nombre de retard. C'est le test qui tient compte de l'hypothèse qu'il n'y a aucune raison pour que, à priori ; l'erreur soit non corrélée. Mais les deux tests se font de la même manière, seules les tables statistiques diffèrent

On teste alors l'hypothèse nulle H_0 contre l'hypothèse alternative H_1 :

- | | |
|---|--|
| { | H_0 : présence de racine unitaire (série non stationnaire) |
| | H_1 : absence de racine unitaire (série stationnaire) |

La règle de décision est la suivante :

- si la valeur statistique calculée est inférieure à la valeur critique tabulée, on rejette l'hypothèse nulle de racine unitaire : la série étudiée est donc stationnaire (**ADF < valeur critique, H1 rejetée**) ;
- si la valeur statistique calculée est supérieure à la valeur critique tabulée, on ne rejette pas l'hypothèse nulle de non stationnarité (**ADF > valeur critique, H0 rejetée**).

❖ Test de normalité de Jarque Berra

Il est utile de vérifier dans un travail de recherche, la normalité des erreurs surtout pour le calcul des intervalles de confiances et aussi pour effectuer les tests de student sur les paramètres. Le test de Jarque Bera (1984) fondé sur la notion de skewness (asymétrie) et de kurtios (aplatissement), permet de vérifier la normalité d'une distribution statistique.

Hypothèse du test :

$$\left\{ \begin{array}{l} \mathbf{H0 : X \text{ suit une loi normale } N(m, \sigma)} \\ \mathbf{H1 : X \text{ ne suit pas une loi normale } N(m, \sigma)} \end{array} \right.$$

La statistique de J-B est définie par : $J-B = n [s^2/6 + (k-3)^2/24]$, où s représente le coefficient de dissymétrie (Skewness) et k le coefficient d'aplatissement (Kurtosis).

J-B suit sous l'hypothèse de normalité une loi de Khi-deux à 2 degrés de liberté.

On accepte au seuil de **5%** l'hypothèse de normalité si **J-B < 5,99** ou si la probabilité est supérieure à 5% (**Probability > 0,05**).

❖ Test d'auto- corrélation des erreurs

Il s'agit de tester si l'erreur à un instant (t) a d'influence sur l'erreur des autres instants ou encore si l'erreur est indépendante d'une période à une autre.

La statistique de Breusch-Godfrey donnée par $BG = n \cdot R^2$ suit une loi de Khi-deux à p degrés de liberté avec :

P : nombre de retards des résidus ; **n** : nombre d'observations et **R²** : le coefficient de détermination.

L'hypothèse de non corrélation des erreurs est acceptée si la probabilité est supérieure au seuil critique de 5% ou si $n \cdot R^2 < \text{Khi-deux lu}$.

❖ **Test d'homoscédasticité des erreurs**

Il est utilisé pour tester la constance de la variance de l'erreur dans le temps. Ce test permet de mesurer le risque de l'amplitude de l'erreur quel que soit la période. Les erreurs sont homoscédastiques si la probabilité est supérieure au seuil critique de 5 %. Rappelons que le test utilisé est celui de Breusch-Pagan-Godfrey

❖ **Test CUSUM de stabilité**

Ce test permet de détecter les instabilités structurelles des équations de régression au cours du temps.

H_0 : modèle stable

H_1 : modèle instable

Règle de décision

Si la courbe ne coupe pas le corridor alors le modèle est stable et on accepte H_0 et on rejette H_1

CHAPITRE 2: PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS **OBTENUS**

Ce chapitre est consacré en premier lieu à l'état des lieux du secteur informel, à une analyse descriptive des variables et enfin à une estimation économétrique permettant de montrer les effets de la formalisation du secteur informel sur la croissance économique au Bénin.

SECTION 1 : Etat des lieux du secteur informel au Bénin

1.1- Causes et conséquences de l'accroissement du secteur informel

1.1.1- Les Causes

L'allègement du domaine d'intervention public imposé par les différents programmes d'ajustement structurel a eu pour conséquence la dégradation de la situation de l'emploi en Afrique et singulièrement au Bénin. La non formalisation des économies dites modernes tient à quatre facteurs essentiels :

- l'extraversion croissante des activités économiques des pays en développement ;
- la fiscalité comme ressource pour le fonctionnement de l'Etat colonial ;
- la non performance des appareils de planification fait que l'Etat moderne est souvent incapable de maîtriser statistiquement tous les besoins de sa population. Il en résulte une distorsion parfois très grande entre l'offre en emploi, en biens de première nécessité et la demande réelle. Les marges sont souvent occupées ou satisfaites par des acteurs qui éprouvent des difficultés à intégrer les circuits officiels du fait de l'existence des barrières de toutes natures. Ainsi, un pan entier des activités économiques échappe au contrôle de la statistique ;
- l'informel peut également revêtir un aspect clandestin ou parallèle pour échapper au fisc et au mauvais fonctionnement des structures étatiques.

1.1.2- Les conséquences

L'effondrement des unités de production due à la mauvaise gestion et à la crise économique de ces dernières années, l'incapacité de l'Etat à mieux gérer ces crises et à sévir contre les auteurs de ces mauvaises gestions et détournements, ont poussé de nombreux acteurs à se rabattre sur les petits métiers au sein desquels les femmes occupent une place de choix. Aussi, constate-t-on souvent un dynamisme économique qui se traduit par la prolifération des petites activités largement répandues dans les centres urbains.

1.2- Dimension d'organisation et d'emploi dans l'informel

1.2.1- La dimension d'organisation du secteur informel au Bénin

De façon générale, il est reconnu au secteur informel les caractéristiques suivantes :

- Une inégale distribution entre les branches ;
- Une forte présence des femmes ;
- Un faible niveau d'instruction des acteurs ;
- Une forte prévalence de l'auto emploi ;
- Une contribution substantielle à la croissance et à la formation du PIB;
- Un faible niveau d'exportation ;
- Une faible utilisation des NTIC.

Les résultats du Recensement Général des Entreprises (2008) ont permis d'appréhender globalement la situation des entreprises par rapport à leur « degré d'informalité ».

Quatre (04) critères ont été retenus pour apprécier le degré d'informalité des entreprises :

1. l'enregistrement auprès des institutions ;
2. la tenue de comptabilité sous une forme établie ;
3. le statut de l'entreprise ;
4. la taille de l'unité de production.

Globalement, le secteur informel concentre plus de 9 entreprises sur 10 (97 %).

Le degré d'informalité est plus accentué en milieu rural (99 %) qu'en milieu urbain (96 %).

Le degré d'informalité a reculé en 2008 par rapport à 1991, mais à un rythme très faible: 95,7 % en 2008 contre 99,6 % en 1991.

L'organisation par branche d'activités du secteur informel est la suivante. A l'exception des BTP et du transport, toutes les branches d'activités sont présentes à plus de 50 % dans le secteur informel. Les secteurs d'activité qui y sont menés avec leurs proportions respectivement en informel et formel sont les suivantes : Artisanat : 98% contre 2%, Commerce : 95% contre 5%, Santé : 95% contre 5%, Education : 92% contre 8%, Autres services : 90% contre 10%, Agriculture : 85% contre 15%, Hôtellerie : 64% contre 38%, TIC : 64% contre 38%, Industrie : 58% contre 42%, Transport : 40% contre 60%, BTP : 10% contre 90%, (rapport CES Benin juillet 2011).

1.2.2- La dimension d'emploi dans le secteur informel béninois

Face aux conséquences négatives des réformes imposées par les différents programmes d'ajustement structurel, c'est le secteur informel qui accueille le plus grand nombre de demandeurs d'emplois. Sa fonction principale est d'être plutôt un secteur d'amortissement des tensions sociales. Toutefois, les conditions de travail sont très loin des normes requises par l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Les résultats de l'Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des ménages (EMICoV) 2006-2007 indiquent que le secteur informel demeure le principal pourvoyeur d'emplois au Bénin : 95% de la population active relève du secteur informel dans des proportions de 93% des hommes et 98% des femmes.

Les emplois occupés sont souvent les métiers tels que : le commerce, la restauration, l'artisanat, le transport, l'agriculture, etc.

- IFU

IFU définit comme Identifiant Fiscal Unique, créé par le décret n° 2006-201 du 08 mai 2006 est le nouveau système d'identification qui permettra d'identifier de manière exhaustive les personnes physiques et morales de tous ordres. Il vise à court terme l'immatriculation des contribuables de toutes catégories. C'est à cet effet que l'article 2 du décret du 08 mai 2006 énumère les personnes physiques et morales qui ont l'obligation de se faire immatriculer.

A long terme, l'IFU doit permettre la mise en place d'un répertoire national des personnes, institutions et associations. L'IFU apparaît donc clairement comme un identifiant à caractère national dont la gestion incombe au ministère en charge des finances.

Au plan technique, par IFU il faut comprendre un nouveau numéro d'immatriculation conçu à la fois pour l'assainissement des finances publiques en générale et pour améliorer la gestion efficiente des bases de données des administrations fiscales et douanières.

Il permettra de :

- immatriculer de façons uniques les personnes physiques et morales ;
- éviter l'attribution à une même personne de plusieurs identifiant (N°INSAE ; n°contribuable ; etc.) ;
- sécuriser les informations des contribuables et l'utilisation du numéro attribué.

SECTION 2 : Analyse statistique des données

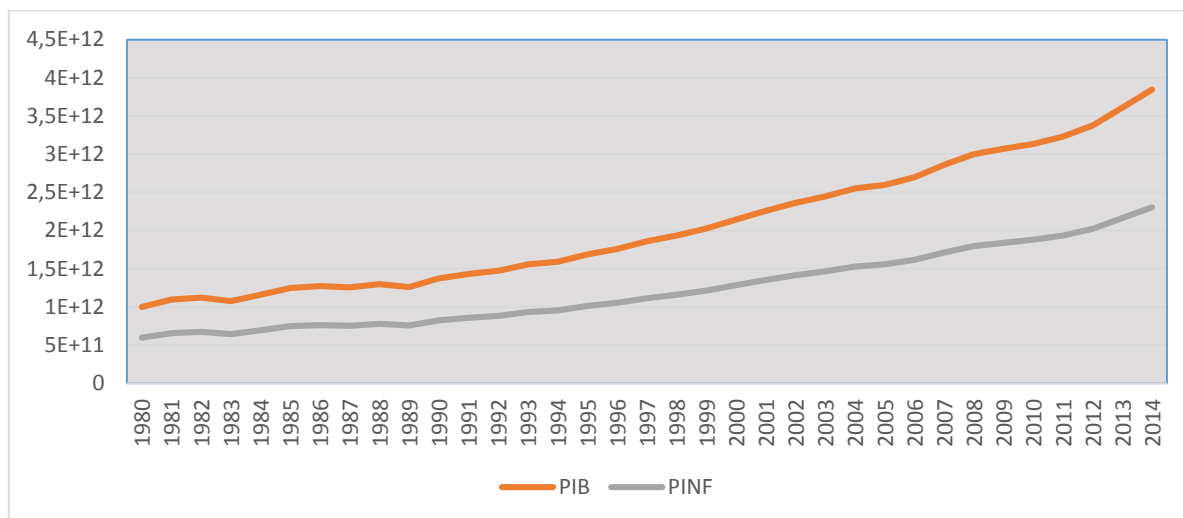
Cette analyse est faite à travers les différentes courbes réalisées avec le logiciel EXCEL.

Paragraphe 1 : Analyse de l'évolution des différentes variables A travers des graphiques**Tableau II : Statistique des variables /Annexe**

	PIB	PINF	RF	INV	PAC
Moyenne	2,05E+12	1,23E+12	2,32E+11	3,24E+11	2662594
Maximum	3,85E+12	2,31E+12	7,01E+11	1,19E+12	4791011
Minimum	9,99E+11	5,99E+11	2,93E+10	4,11E+10	1432634
Ecart-type	8,30E+11	4,98E+11	2,10E+11	2,97E+11	937725,9

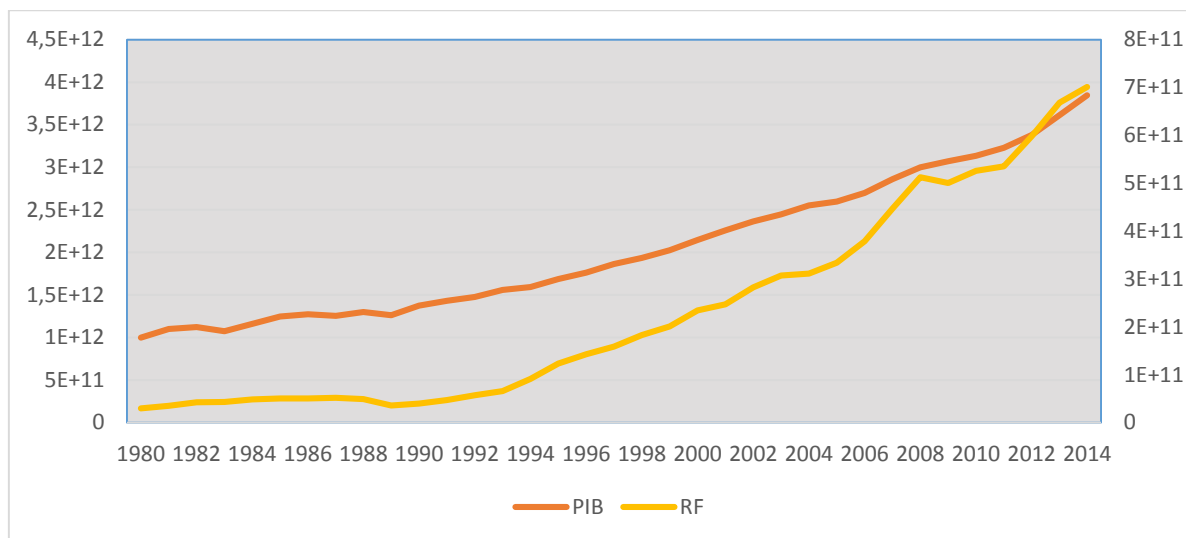
Tableau III : Matrice de corrélation entre les variables /Annexe

	PIB	PINF	RF	INV	PAC
PIB	1				
PINF	1,000000 0,0000	1			
RF	0,988947 0,0000	0,988947 0,0000	1		
INV	0,961962 0,0000	0,961962 0,0000	0,979411 0,0000	1	
PAC	0,996230 0,0000	0,996230 0,0000	0,979535 0,0000	0,954193 0,0000	1

Graphique 1 : Analyse comparée de l'évolution du produit intérieur brut et produit intérieur brut dans le secteur informel

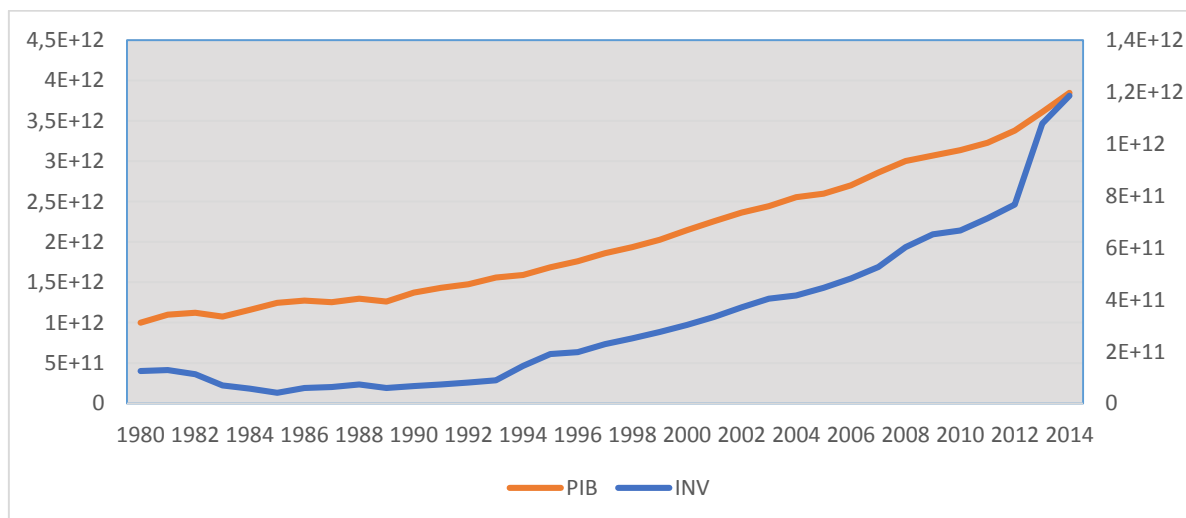
Source : réalisé par les auteurs à partir des données sur nos variables

Le graphe ci-dessus montre l'évolution simultanée du Produit Intérieur Brut (PIB) et du produit intérieur brut dans le secteur informel (PINF) de 1980 à 2014. On constate que durant cette période, la courbe du PIB a quitté son minimum en 1980 avec une valeur de 1 milliard pour atteindre son maximum en 2014 avec une valeur de 3.847 milliards. Son intervalle de fluctuation étant de [12.2 ; 28.8]. Tandis que le PINF a quitté son minimum de 6.58335^E+11 en 1980 pour atteindre son maximum de 2.30535 milliards en 2014 avec un intervalle de fluctuation de [7.32 ; 17.28]. La courbe du PIB se trouve au-dessus de la courbe du PINF durant toute la période tout en évoluant au même rythme c'est à dire au fur et à mesure que le PIB augmente le PINF augmente il y a donc une parfaite corrélation entre les deux variables.

Graphique 2 : Analyse comparée de l'évolution du produit intérieur brut et des recettes fiscales totales

Source : réalisé par les auteurs à partir des données sur nos variables

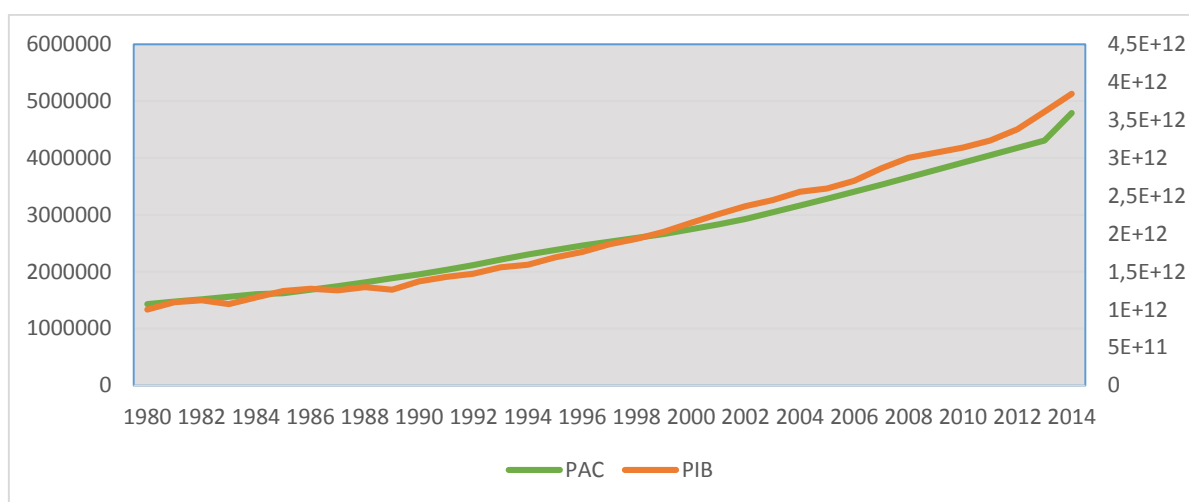
Le graphe 2 montre l'évolution concomitante du produit intérieur brut et des recettes fiscales totales de 1980 à 2014. On constate que de 1980 à 2012 le produit intérieur brut et les recettes fiscales totale évoluent proportionnellement et à quelques différences près. Durant cette période la courbe du PIB est au-dessus de la courbe de la RF on peut donc déduire que dans cette période, le PIB est plus élevé que la recette fiscale. Cette situation peut être due au non paiement de recettes fiscales au cours de cette période. De 2012 à 2014 la courbe de RF passe au-dessus de la courbe du PIB cela montre que la stratégie adoptée par le gouvernement pour le paiement de recettes fiscales est plus efficace au cours de cette période.

Graphique 3 : Analyse comparée de l'évolution du produit intérieur brut et l'investissement total

Source : réalisé par les auteurs à partir des données sur nos variables

Le graphe 3 ci-dessus présente l'Analyse comparée de l'évolution du produit intérieur brut et l'investissement total de 1980 à 2014. Ici on note que la courbe du produit intérieur brut est au-dessus de celle de l'investissement. Egalement, les deux courbes évoluent à des rythmes différents mais de façon croissante. C'est-à-dire, lorsque la courbe du produit intérieur brut augment par endroit celle de l'investissement aussi augment. On comprend donc que, plus on investit, plus le PIB croît. Ce n'est qu'en 2014 que l'investissement a connu une forte augmentation pour atteindre le même niveau que le PIB. On peut dire que d'année en année on investit plus qu'on ne produit.

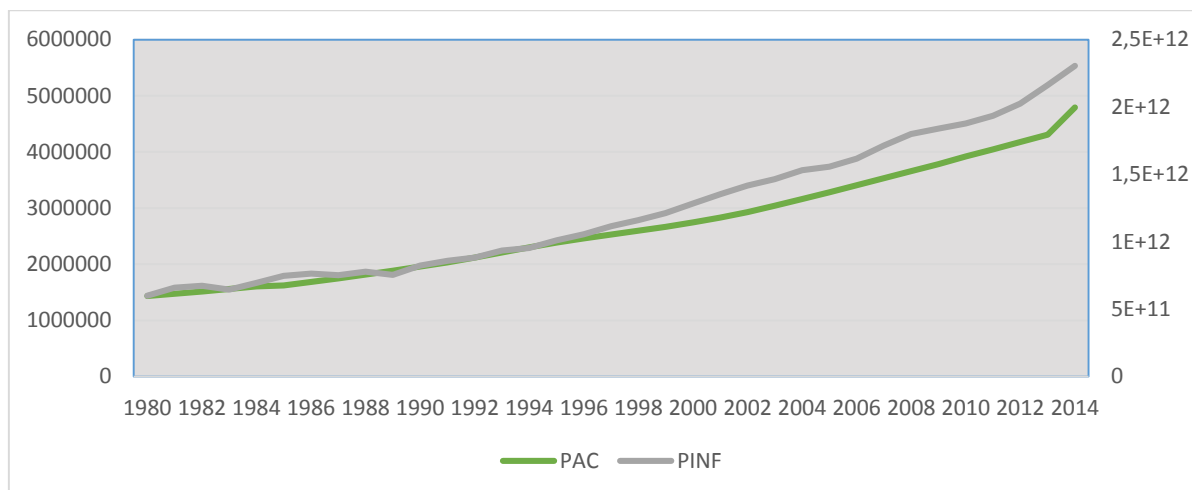
Graphique 4 : Analyse comparée de l'évolution du produit intérieur brut et de la population active



Source : réalisé par les auteurs à partir des données sur nos variables

Le graphe 4 met en évidence l'évolution du produit intérieur brut et de la population active de 1980 à 2014. On remarque qu'au cours de la période 1980-1999 la courbe de la population active est presque confondue à celle de la production et est restée légèrement au-dessus de celle-ci. Mais ces deux courbes ont évolué de façon croissante on peut comprendre que la population active contribue efficacement à l'accroissement de la production intérieure brut. A partir de 1999 jusqu'en 2014 on constate que la courbe de la population active s'est retrouvée en dessous de la production intérieure brute mais toujours avec un accroissement presque proportionnel des deux courbes, on peut dire qu'au cours de cette période la production a augmenté plus proportionnellement que la population active. On peut donc conclure que l'augmentation de la population active entraîne une réduction de la production

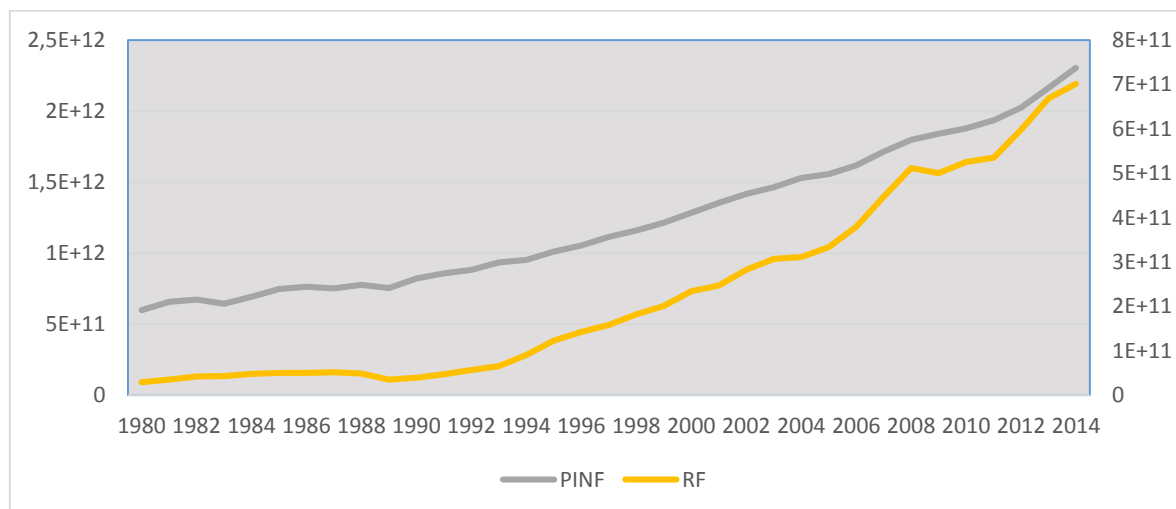
Graphique 5 : Analyse comparée de l'évolution du produit intérieur brut dans le secteur informel et de la population active



Source : réalisé par les auteurs à partir des données sur nos variables

Ce graphique 5 montre l'évolution du produit intérieur brut dans le secteur informel et de la population active. Au cours de la période 1980-1996 les deux courbes semblent être confondues. On déduit donc que la population active augmente au même rythme que le produit intérieur brut dans le secteur informel. De 1996 à 2014 les deux courbes croissent proportionnellement à quelques différences près de plus on remarque que la courbe de la population active est légèrement en dessous de celle du produit intérieur brut dans le secteur informel, on peut comprendre que l'augmentation de la population active entraîne une augmentation plus que proportionnelle du produit intérieur brut dans le secteur informel. De tout ce qui précède, nous pouvons dire que la population active au Bénin exerce beaucoup plus dans le secteur informel.

Graphique 6 : Analyse comparée de l'évolution du produit intérieur brut dans le secteur informel et des recettes fiscales totales



Source : réalisé par les auteurs à partir des données sur nos variables

Le graphique 6 montre l'évolution du produit intérieur brut dans le secteur informel et des recettes fiscales totales de 1980 à 2014. Ici on constate que la courbe du produit intérieur brut est au-dessus de celle des recettes fiscales totales. De plus les deux courbes évoluent à des rythmes différents mais de façon croissante. C'est-à-dire, lorsque la courbe du produit intérieur brut dans le secteur informel augmente, celle des recettes fiscales aussi augmente. On comprend donc que, plus la production en informel croît, plus les recettes fiscales croissent, ce qui veut dire que la production en secteur informel contribue à la hausse des recettes fiscales ou que la politique menée par le pouvoir public pour augmenter ces recettes fiscales à partir du secteur informel est de plus en plus bonne.

Paragraphe 2 : Etude empirique sur l'effet de la formalisation du secteur informel sur la croissance économique au Bénin

Afin d'expliquer au mieux l'effet de la formalisation du secteur informel sur la croissance économique, des séries chronologiques ont été utilisées pour l'estimation du modèle.

A - Modélisation économétrique

Etude de la stationnarité des variables

La stationnarité des séries a été faite à l'aide des tests de racine unitaire de Dickey-Fuller Augmenté (ADF). Par définition, une série stationnaire est celle qui ne présente pas de

tendance et dont la moyenne et la variance sont constantes. Le degré de significativité retenu est de 5 %.

Tableau IV : Test de stationnarité sur nos différentes variables

Variables	Stationnarité à niveau			Stationnarité en différence ou après retrait de la tendance			Ordre d'intégration	Action à effectuer pour rendre stationnaire la variable
	Prob	Significativité de la tendance	Conclusion	Prob	Significativité de la tendance	Conclusion		
BCOM	0,9978	Non	Non Stationnaire	0,0003	Non	Stationnaire	I(1)	Différentier
IC	0,8130	Non	Non Stationnaire	0,0000	Non	Stationnaire	I(1)	Différentier
PIBF	1,0000	Non	Non Stationnaire	0,0007	Non	Stationnaire	I(1)	Différentier
RFF	0,9916	Non	Non Stationnaire	0,0245	Non	Stationnaire	I(1)	Différentier
LINV	0,0045	Oui	Stationnaire avec tendance	0,0257	Non	Stationnaire	I(0) avec tendance	Enlever la tendance
LPA	0,2263	Oui	Non stationnaire	0,0290	Non	Stationnaire	I(0) avec tendance	Enlever la tendance
LPIB	0,0647	Oui	Non Stationnaire	0,0018	Non	Stationnaire	I(0) avec tendance	Enlever la tendance
LPINF	0,0647	Oui	Non Stationnaire	0,0000	Non	Stationnaire	I(1)	Différentier
LFORM	0,0155	Oui	Stationnaire avec tendance	0,0010	Non	Stationnaire	I(0) avec tendance	Enlever la tendance

Source : réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews

Le tableau révèle que les variables balance commerciale (BCOM), l'indice de la corruption (IC), produit intérieur brut du secteur formel (PIBF), recettes fiscales du secteur formel (RFF) et produit intérieur brut du secteur informel (LPINF) sont intégrées d'ordre 1. Les autres variables comme l'investissement (LINV), Le produit intérieur brut national (LPIB), la population active (LPA) et la formalisation du secteur informel (LFORM) sont stationnaires à niveau mais présentent une tendance.

Potentiel fiscal du Bénin

L'estimation de la relation $RF_f = \alpha_1 PIB_f + \alpha_2 IC + \alpha_3 BCom + \varepsilon$ est faite par la méthode des moments Généralisés (GMM). L'utilisation de la méthode permet de prendre en compte le fait

que certaines variables explicatives soient endogènes ce que confirme le test d'exogénéité de Granger en annexe 3. Aussi, vu que les variables sont cointégrées comme l'indique le test de la trace de Johansen (Annexe 4) cette régression n'est donc pas fallacieuse mais représente plutôt la relation de long terme qui existe entre ces variables.

Le résultat de l'estimation est le suivant :

Tableau V : Le résultat de l'estimation du potentiel fiscal du Bénin

Dependent Variable: RFF				
Method: Generalized Method of Moments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-2,64E+11	1,14E+10	-23,06975	0,0000
PIBF	0,317380	0,011411	27,81328	0,0000
IC	-7,72E+10	5,33E+09	-14,47478	0,0000
BCOM	-0,606881	0,061438	-9,877859	0,0000
R-squared	0,977812			
Adjusted R-squared	0,975150			

Source : réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews

Les résultats de l'estimation montrent que toutes nos variables expliquent significativement les recettes fiscales du formel. L'estimation indique la corruption agit négativement sur le niveau des recettes fiscales collectées au niveau du formel ainsi que la balance commerciale. En ce qui concerne le produit intérieur brut du secteur formel son impact est positif. De plus si le produit intérieur brut du secteur formel augmente de 100% les recettes fiscales collectées au niveau du formel à leur tour augmentent de 31,738%. Le coefficient α_1 est donc 0,31738 ; on applique alors ce coefficient au secteur informel pour trouver le potentiel fiscal du secteur informel.

Dans le modèle de notre étude nous allons utiliser la formalisation du secteur informel. Cette formalisation est obtenue en retranchant les recettes fiscales déjà observées de la part de l'informel du potentiel fiscal de l'informel.

Validation du modèle

Etant donné que la méthode GMM a l'avantage de résoudre les problèmes d'hétéroscédasticité et d'autocorrelation, alors il ne reste plus qu'à vérifier la normalité des résidus et de visualiser le corrélogramme des résidus.

D'après le test de normalité des résidus en annexe 6.1, la probabilité associée à la statistique Jarque-Bera du test (0,712) est supérieure à 5% on accepte donc l'hypothèse nulle de normalité des résidus. Par ailleurs le corrélogramme des résidus en annexe 6.2 montre qu'il n'y a pas de rupture.

Modélisation de la formalisation du secteur informel sur la croissance économique

$$LPIB_t = C_0 + \alpha_1 LPINF_t + \alpha_2 LFORM_t + \alpha_3 LINV_t + \alpha_4 LPA_t + \varepsilon_t$$

L'estimation du modèle par la méthode des moments Généralisés (GMM). L'utilisation de la méthode permet de prendre en compte le fait que certaines variables explicatives soient endogènes.

Tableau VI : Test d'exogénéité sur les variables de Granger

Granger Causality/Block Exogeneity Wald Tests			
Dependent variable: BCOM			
IC	96,69757	6	0,0000
PIBF	158,2297	6	0,0000
RFF	137,4030	6	0,0000
All	861,8015	18	0,0000
Dependent variable: IC			
Excluded	Chi-sq	df	Prob,
BCOM	1,845153	6	0,9334
PIBF	3,971619	6	0,6805
RFF	0,680837	6	0,9949
All	27,85913	18	0,0642
Dependent variable: PIBF			
Excluded	Chi-sq	df	Prob,
BCOM	24,53137	6	0,0004
IC	14,45774	6	0,0249
RFF	30,02089	6	0,0000

Source : réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews

On constate bien qu'il y a des variables endogènes parmi nos variables explicatives selon le test d'exogénéité de Granger ci-dessus présenté. Aussi, vu que les variables sont stationnaires de différents ordres nous pouvons passer à l'estimation de notre modèle.

Tableau VII : Le résultat de l'estimation est le suivant

Dependent Variable: LPIB				
Method: Generalized Method of Moments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0,000932	0,001022	0,912512	0,3696
DLPINF	-0,056120	0,025686	-2,184817	0,0378
LFORM	1,120764	0,037282	30,06218	0,0000
LINV	0,001398	0,006248	0,223792	0,8246
LPA	0,104421	0,098446	1,060689	0,2982
R-squared	0,970603			
Adjusted R-squared	0,966248			

Source : réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews

Les résultats de l'estimation montrent que seules les variables, produit intérieur brut du secteur informel et la formalisation expliquent significativement le produit intérieur brut national.

Le corrélogramme des résidus que montrent certaines bandes dépassent l'intervalle de confiance (Voir annexe 9.2). D'après le corrélogramme les résidus sont auto-corrélés. Nous allons corriger l'auto-corrélation des résidus en introduisant les variables des autos-regressifs de la variable expliquée. Le corrélogramme en annexe 9.2 montre qu'il y a rupture aux points 1, 6, 7, et 12 ; en estimant le modèle avec ces points le point 3 persiste d'où le corrélogramme en annexe 9.3. La correction est faite avec les autos-regressifs d'ordre 1 et 3.

Tableau VIII : Estimation avec les variables autos-regressifs

Dependent Variable: LPIB				
Method: Generalized Method of Moments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-0,000532	0,000493	-1,079864	0,2909
DLPINF	0,033160	0,010426	3,180539	0,0040
LFORM	0,947790	0,027668	34,25629	0,0000
LINV	0,018372	0,004367	4,206910	0,0003
LPA	-0,331253	0,098149	-3,374999	0,0025
AR(1)	0,870157	0,077888	11,17188	0,0000
AR(3)	-0,340833	0,109947	-3,099977	0,0049
R-squared	0,988938			
Adjusted R-squared	0,986172			

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews

Le $R^2 = 0,9889$ ce qui implique que les variables explicatives expliquent à 98,89% la variable expliquée. La correction de l'auto-corrélation nous permet de dégager les véritables relations entre les variables.

Validation du modèle

Etant donné que la méthode GMM à l'avantage de résoudre les problèmes d'hétéroscédasticité et d'autocorrélation, alors il ne reste plus qu'à vérifier la normalité des résidus.

D'après le test de normalité des résidus en annexe 11.1, La probabilité associée à la statistique Jarque-Bera du test (0,9223) est supérieure à 5%. On accepte donc l'hypothèse nulle de normalité des résidus. Par ailleurs, le corrélogramme des résidus en annexe 11.2 montre qu'il n'y a pas de rupture.

Interprétations des résultats

D'après l'estimation avec les variables auto-regressifs, on constate que quand le PIB du secteur informel augmente de 100%, le PIB augmente de 3,316%. Lorsque la formalisation est effective on a un accroissement de 94,779% du PIB. Une augmentation de 100% de l'investissement, augmente le PIB de 1,832%. Lorsque la population active augmente de 100%, la production diminue de 3,312%. De plus toutes les variables explicatives sont

significatives au seuil inférieur à 5% ; on peut donc dire que la formalisation du secteur informel améliore la croissance.

B - Validation des hypothèses et Suggestions de recommandations

Il s'agit ici de vérifier à l'aide des résultats d'estimations de court terme et à long terme, si les hypothèses de cette étude sont validées. De même, ces résultats vont permettre de faire des recommandations aux autorités.

1- Validation des hypothèses

La première hypothèse est : Le secteur informel influence significativement la croissance économique. Les résultats de nos estimations révèlent que le PIB du secteur informel a un effet significatif sur le PIB. De cette analyse on peut affirmer que l'hypothèse 1 est validée.

La deuxième hypothèse est : La formalisation du secteur informel accroît le Produit Intérieur Brut. Des résultats de nos estimations révèlent que lorsque la formalisation est effective de 100%, on constate une augmentation de 94,779% du PIB. De cette analyse on peut affirmer que l'hypothèse est validée.

2- Suggestions de recommandation

La vraie problématique du secteur informel réside dans le manque à gagner par l'Etat. Allons-nous l'éradiquer ou la formaliser ? Eradiquer le secteur informel est presque impossible et ne profiterait pas à l'Etat. Il serait alors mieux pour l'Etat d'engager des procédures de formalisation des différentes activités de l'informel qui s'attaquent aux causes plutôt qu'aux conséquences. Parmi les procédures de formalisation nous proposons ainsi :

- Organiser des campagnes d'information, d'éducation et de communication pour un changement de comportement des citoyens sur la nécessité de briser les barrières qui empêchent d'aller à des unions, des coopératives qui permettent le progrès social.
- Susciter et accompagner les nouvelles microentreprises créées à travers des formations en gestion, en comptabilité et de les exonérer des droits et taxes pendant une période de deux (02) ans.
- Régler la formalisation des microentreprises en créant dans les Communes un guichet unique d'enregistrement dont les coûts seraient moindres.

- Promouvoir un nouveau cadre réglementaire fiscal basé sur le principe du chiffre d'affaire et non plus sur les forfaits de manière à mieux structurer les microentreprises pour plus de traçabilité de leur survie et de leurs contributions à l'économie nationale.
- Instruire le Ministre en charge de la Formation Technique et Professionnelle afin qu'il dynamise ses Directions Techniques qui s'occupent de cette problématique en synergie avec les acteurs du domaine.
- Faciliter l'accès aux crédits des micro-entrepreneurs à travers la création des Fonds de garantie, les subventions et le plaidoyer auprès des Institutions de Micro Finance.
- Entretenir un partenariat dynamique et constructif entre l'Etat, les micro-entrepreneurs et les Partenaires Techniques et Financiers pour une meilleure capitalisation des acquis, une consommation des crédits disponibles dans le circuit financier international.
- Renforcer les capacités des micro-entrepreneurs afin que leurs produits répondent aux normes de qualité des produits compétitifs sur le marché international.
- Renforcer l'assainissement du système judiciaire national afin que les intérêts des investisseurs soient protégés selon les règles d'équité et de justice sociale.
- Promouvoir la vulgarisation de l'Identifiant Fiscal Unique (IFU) en accordant les moyens techniques et financiers nécessaires aux responsables de la Direction Générale des Impôts et des Domaines pour une déconcentration jusqu'au niveau des Communes.
- Accélérer les réformes de lutte contre l'insécurité foncière et combattre le phénomène d'accaparement des terres par des groupes financiers nationaux et étrangers.
- Alléger le coût élevé des facteurs de production (eau, électricité, NTIC, engrais, semences, etc.) qui écrase les initiatives privées susceptibles d'apporter une contribution à la croissance économique.
- Créer une synergie d'action et de partenariat entre les secteurs formel et informel.
- Améliorer le système d'enregistrement au niveau de la Chambre des Métiers aux fins de permettre aux artisans de postuler aux marchés publics de leur catégorie.
- Engager des négociations bilatérales entre le Bénin et le Nigéria au niveau fédéral et au niveau des Etats concernés du Nigéria sur la problématique de relance de la réexportation des produits venant du Bénin en direction de ce pays voisin.

CONCLUSION

A la lumière de nos réflexions sur le thème effet de la formalisation du secteur informel sur la croissance économique au Bénin, nous avons constaté que dans l'analyse des questions de développement économique du Bénin, le secteur informel apparaît comme une préoccupation importante. Malgré les efforts fournis par le gouvernement en instaurant des réformes en 2009, l'existence du manque à gagner en recettes fiscales est due à la croissance de la taille du secteur et au refus du consentement à l'impôt par certains chefs d'UPI et à l'ignorance fiscale des acteurs de ce secteur en matière de l'IFU. L'intégration du secteur informel aux activités formelles est une mesure difficile à réaliser en raison même de la nature et de la complexité de ce secteur informel. Il paraît irréaliste qu'on invite un secteur majoritaire (plus de 90%) à intégrer un secteur minoritaire quelle que soit son efficacité. Cela pose un problème de réalisme et impose de profondes réflexions au niveau des choix prioritaires de développement de notre pays. Ce qui est souhaitable et faisable, c'est plutôt de créer une synergie d'actions, un système de partenariat à partir duquel les différents secteurs de l'économie (formel et informel) puissent apporter une contribution substantielle au Budget Général de l'Etat. Le secteur informel n'étant pas une spécificité des pays en développement, il est à envisager des mesures nationales intégrant nos réalités socioculturelles tout en restant ouvert aux initiatives et aux programmes sous régionaux et régionaux.

Références bibliographiques

- BACCHETTA, M., E. ERNST et J.P. BUSTAMANTE (2009), Globalization and Informal Jobs in Developing Countries, OIT et OMC, Genève.
- BODSON P. et ROY P.-M. (1995), Politiques d'appui au secteur informel dans les pays en développement, Economica, Paris et Montréal.
- BOURGUIGNON, F. (2010), Interview, International Conference: The Informal Sector and Informal Employment, mai, Hanoï.
- Buabua Kayembe, Traité de Droit Fiscale Zaïrois (TDFZ) 1993.
- BUGNICOURT J. (2000), Espoir ignoré : l'économie informelle ou populaire, Le courrier UEACP, n° 178, décembre-janvier, p. 55-57.
- Conférence des idées pour le développement animé par Alain Henri le 4 avril 2013. Quelle politique pour le secteur informel ? 23 pages. www.google.bj/search?q=le+secteur+informel+%3A+concepte+analyse+et+politique%2c.
- Conseil Economique Et Social (CES) Benin (25 juillet 2011), 11092012141807-RAPPORT-CES-BENIN-SECTEUR-INFORMEL Consulte le (30 mai 2016).
- DE MIRAS C. (1984), De la formation de capital privé à l'économie populaire spontanée. Itinéraire d'une recherche en milieu urbain africain, Politique africaine, n°14, juin, p. 92-109.
- DE SOTO H. (1987), L'autre sentier. La révolution informelle, La découverte, Paris, 1994.
- Deblé I et Hugon (eds.), 1982, Vivre et survivre dans les villes africaines, EDES, PUF.
- Document de travail de l'Agence française de développement, n°19, 50 pages.
- Duchene Gerard et Seghur Sonia, (2009). Le développement du secteur informel en Tunisie : une politique de libéralisation en trompe-l'œil, page 4.
- ENGELHARD P. (1998), L'Afrique miroir du monde ? Plaidoyer pour une nouvelle économie, Arléa, Paris.
- Fields G S., 1975, Rural urban migration, urban unemployment and underemployment, and job search activities in less developed countries, Journal of Development Economics, June.
- Franck Hessouvo et Yves Kpekpede, date. Les nouvelles reformes fiscale au Benin. Mémoire online: 71 pages.
- GROISMAN, F. (2008), Distributive Effects during the Expansionary Phase in Argentina (2002-2007), Cepal Review 96.
- Guy Constant EHOUMI (12 janvier 2012), Pour assurer un environnement économique au Bénin : le Bénin doit faire face à l'informel.
- HART K. (1973), Informal income opportunities and urban employment in Ghana, Journal of modern African studies, vol 2.

- HERRERA, J. (2008), "Análisis de la Pobreza en el Perú desde la Perspectiva de las Unidades de Producción", Pobreza Urbana. Realidades y Desafíos, pp. 38-58, PROPOLI, Lima.
- Ibrahim Sysavane, l'informel c'est la vie (INV), in www.africaonline.co.ci, 1997.
- IGUE J. (LARES et PUECHF) ECOPA, 2008 Plaidoyer pour la restructuration du secteur informel au Bénin, 135p.
- Jacques Charmes(1987), Les origines du concept du secteur informel et la récente définition de l'emploi informel, 33 pages.
- LATOUCHE S. (1989), Les paradoxes de la "normalisation" de l'économie informelle, Revue Tiers Monde, t. XXX, n° 117, Janvier-Mars, p. 227-233.
- LAUTIER B. (1997), L'Etat, la ville et l'économie informelle, Ville en développement, n°137, Septembre, p. 4-6.
- Louis Trotabas, Droit Fiscale (DRF), éd. Dalloz, 1997.
- Marie-Odile ATTANASSO (décembre 2009).Le microcrédit aux plus pauvres (MCP) et de la formalisation du secteur informel : quelle relation ? 22 pages sur www.leouniv-orleans.fr/mbFiles/documents/colloques/2009/attanasso.pdf.
- METTELIN P. (1985), Les conflits d'interprétation, in PENOUIL M. et LACHAUD J.-P. (1985).
- LOUDIN, X. (2008), "Surveys on the Labour Force in Thailand. Characteristics of the Labour Force", CELS Working Paper, No. 5.
- Richard Walther (juin 2006). La formation professionnelle en secteur informel-Benin.
- VERDERA, V.F. (2001), Informality in Latin America: Recent Trends, Policies and Prospects, OIT, Genève.
- Viller de G. (1992) Petite économie marchande et phénomène informel en Afrique.

ANNEXES

Annexe 1 : Séries des variables, données annuelles

Années	ic	PIBf	RFf	Bcom	FORM
1980	0,98745059	3,14803E+11	26380200562	-71082343005	1,87088E+11
1981	1,02110581	3,46139E+11	31648387638	-78158043756	2,05417E+11
1982	1,0559081	3,53876E+11	38154241273	-79904927871	2,09363E+11
1983	1,09189656	3,3849E+11	38810974728	-76430803263	2,00002E+11
1984	1,12911161	3,65331E+11	43358786335	-82491643343	2,15698E+11
1985	1,16759506	3,92842E+11	45026920803	-88703532050	2,32119E+11
1986	1,20739013	4,01371E+11	45023295610	-90629411325	2,37268E+11
1987	1,24854154	3,95351E+11	46388385521	-89269967496	2,33481E+11
1988	1,29109551	4,08813E+11	44149614105	-92309828848	2,41857E+11
1989	1,33509985	3,97145E+11	31893699941	-89675158191	2,36179E+11
1990	1,38060398	4,32793E+11	35630503178	-97724520873	2,57281E+11
1991	1,56731492	4,51082E+11	42477400095	-1,01854E+11	2,67559E+11
1992	1,78687929	4,64424E+11	51368743402	-1,04867E+11	2,74622E+11
1993	1,89207984	4,91529E+11	58936632164	-1,10987E+11	2,9014E+11
1994	1,90365929	5,01459E+11	81686960287	-1,13229E+11	2,93601E+11
1995	2,11339008	5,31774E+11	1,1069E+11	-1,20074E+11	3,08669E+11
1996	2,19658139	5,54769E+11	1,28312E+11	-1,25267E+11	3,20587E+11
1997	2,23160906	5,86583E+11	1,42889E+11	-1,3245E+11	3,38168E+11
1998	2,34565989	6,09818E+11	1,64309E+11	-1,37697E+11	3,49807E+11
1999	2,43820967	5,173E+11	1,8068E+11	-1,31596E+11	3,65108E+11
2000	2,59303259	5,552E+11	2,10652E+11	-88100000000	3,84384E+11
2001	2,51094272	6,313E+11	2,22485E+11	-1,316E+11	4,04795E+11
2002	2,6857879	6,232E+11	2,54194E+11	-1,60996E+11	4,21215E+11
2003	2,76443422	7,085E+11	2,76419E+11	-1,61484E+11	4,34222E+11
2004	3,2	6,981E+11	2,80198E+11	-1,44422E+11	4,54399E+11
2005	2,9	7,276E+11	3,00542E+11	-1,51682E+11	4,60445E+11
2006	2,5	8,119E+11	3,40931E+11	-1,62181E+11	4,75442E+11

2007	2,7	8,21E+11	4,01967E+11	-2,66039E+11	4,9938E+11
2008	3,1	9,933E+11	4,6085E+11	-2,72024E+11	5,1945E+11
2009	2,9	1,0409E+12	4,50274E+11	-2,42215E+11	5,33814E+11
2010	2,8	1,1425E+12	4,73205E+11	-2,44451E+11	5,43946E+11
2011	3	1,161E+12	4,81123E+11	-2,59349E+11	5,60082E+11
2012	3,6	1,2818E+12	5,38206E+11	-2,85625E+11	5,8262E+11
2013	3,02862626	1,39E+12	6,01156E+11	-3,02269E+11	6,19806E+11
2014	3,08601683	1,517E+12	6,30952E+11	-2,91266E+11	6,61415E+11

Suite des données

Année	PIB	PINF	RF	INV	PAC	RFPOINF
1980	9,9912E+11	5,9874E+11	2,9319E+10	1,2529E+11	1432633,96	1,90027E+11
1981	1,0986E+12	6,5833E+11	3,5174E+10	1,2816E+11	1472777,51	2,08942E+11
1982	1,1231E+12	6,7305E+11	4,2404E+10	1,127E+11	1514834,94	2,13612E+11
1983	1,0743E+12	6,4379E+11	4,3134E+10	6,94E+10	1558760,42	2,04325E+11
1984	1,1595E+12	6,9484E+11	4,8188E+10	5,73E+10	1604465,69	2,20527E+11
1985	1,2468E+12	7,4716E+11	5,0042E+10	4,11E+10	1621706,34	2,37134E+11
1986	1,2739E+12	7,6338E+11	5,0038E+10	5,94E+10	1683589,72	2,42282E+11
1987	1,2548E+12	7,5193E+11	5,1555E+10	6,28E+10	1747834,53	2,38648E+11
1988	1,2975E+12	7,7754E+11	4,9067E+10	7,28E+10	1814530,88	2,46775E+11
1989	1,2605E+12	7,5534E+11	3,5446E+10	5,97E+10	1883772,34	2,39731E+11
1990	1,3736E+12	8,2315E+11	3,9599E+10	6,7352E+10	1955656	2,6125E+11
1991	1,4316E+12	8,5793E+11	4,7209E+10	7,2603E+10	2032875	2,7229E+11
1992	1,474E+12	8,8331E+11	5,709E+10	7,9752E+10	2118438	2,80343E+11
1993	1,56E+12	9,3486E+11	6,5501E+10	8,9413E+10	2211662	2,96705E+11
1994	1,5915E+12	9,5374E+11	9,0786E+10	1,4412E+11	2301360	3,02699E+11
1995	1,6877E+12	1,0114E+12	1,2302E+11	1,9022E+11	2383597	3,20998E+11
1996	1,7607E+12	1,0551E+12	1,426E+11	1,9736E+11	2459756	3,34879E+11
1997	1,8617E+12	1,1156E+12	1,588E+11	2,2806E+11	2528068	3,54083E+11
1998	1,9354E+12	1,1598E+12	1,8261E+11	2,5026E+11	2595659	3,68109E+11
1999	2,0256E+12	1,2139E+12	2,0083E+11	2,7475E+11	2664444	3,85255E+11
2000	2,1443E+12	1,285E+12	2,341E+11	3,028E+11	2745588	4,07831E+11

2001	2,2586E+12	1,3535E+12	2,4726E+11	3,3371E+11	2832807	4,2957E+11
2002	2,3635E+12	1,4164E+12	2,825E+11	3,7022E+11	2928296	4,49522E+11
2003	2,4449E+12	1,4651E+12	3,072E+11	4,0406E+11	3042761	4,65003E+11
2004	2,5532E+12	1,53E+12	3,114E+11	4,1545E+11	3161482	4,85601E+11
2005	2,5969E+12	1,5562E+12	3,3401E+11	4,4495E+11	3282245	4,93913E+11
2006	2,6994E+12	1,6176E+12	3,789E+11	4,8108E+11	3404720	5,13407E+11
2007	2,861E+12	1,7145E+12	4,4673E+11	5,2603E+11	3529529	5,44143E+11
2008	3,001E+12	1,7984E+12	5,1217E+11	6,025E+11	3656510	5,7077E+11
2009	3,0706E+12	1,8401E+12	5,0047E+11	6,516E+11	3785650	5,84007E+11
2010	3,1356E+12	1,879E+12	5,2563E+11	6,66E+11	3917024	5,9637E+11
2011	3,2285E+12	1,9347E+12	5,3508E+11	7,129E+11	4044796	6,14039E+11
2012	3,3784E+12	2,0245E+12	5,9813E+11	7,662E+11	4174221	6,42549E+11
2013	3,6108E+12	2,1638E+12	6,681E+11	1,0783E+12	4307741	6,8675E+11
2014	3,847E+12	2,3054E+12	7,0121E+11	1,1854E+12	4514125	7,31673E+11

Annexe 2 : Tests de stationnarité sur les variables de l'estimation du potentiel fiscal

Annexe 2.1 : Tests de stationnarité sur la variable BCOM

Null Hypothesis: BCOM has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 3 (Automatic - based on AIC, maxlag=6)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	1.249676	0.9978
Test critical values:		
1% level	-3.661661	
5% level	-2.960411	
10% level	-2.619160	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(BCOM) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 2 (Automatic - based on AIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.059732	0.0003
Test critical values:		
1% level	-3.661661	
5% level	-2.960411	
10% level	-2.619160	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Annexe 2.2 : Tests de stationnarité sur la variable IC

Null Hypothesis: IC has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 4 (Automatic - based on AIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.770438	0.8130
Test critical values:		
1% level	-3.670170	
5% level	-2.963972	
10% level	-2.621007	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(IC) has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.845889	0.0000
Test critical values:		
1% level	-3.646342	
5% level	-2.954021	
10% level	-2.615817	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Annexe 2.3 : Tests de stationnarité sur la variable PIBF

Null Hypothesis: PIBF has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 1 (Automatic - based on AIC, maxlag=6)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	4.991732	1.0000
Test critical values:		
1% level	-3.646342	
5% level	-2.954021	
10% level	-2.615817	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(PIBF) has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.636914	0.0007
Test critical values:		
1% level	-3.646342	
5% level	-2.954021	
10% level	-2.615817	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Annexe 2.4 : Tests de stationnarité sur la variable RFF

Null Hypothesis: RFF has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 5 (Automatic - based on AIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	0.764893	0.9916
Test critical values: 1% level	-3.679322	
5% level	-2.967767	
10% level	-2.622989	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(RFF) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=1)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.273224	0.0245
Test critical values: 1% level	-3.646342	
5% level	-2.954021	
10% level	-2.615817	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Annexe 3 : Tests d'exogénéité sur les variables

VAR Granger Causality/Block Exogeneity Wald Tests
 Sample: 1980 2014
 Included observations: 29

Dependent variable: BCOM

Excluded	Chi-sq	df	Prob.
IC	96.69757	6	0.0000
PIBF	158.2297	6	0.0000
RFF	137.4030	6	0.0000
All	861.8015	18	0.0000

Dependent variable: IC

Excluded	Chi-sq	df	Prob.
BCOM	1.845153	6	0.9334
PIBF	3.971619	6	0.6805
RFF	0.680837	6	0.9949
All	27.85913	18	0.0642

Dependent variable: PIBF

Excluded	Chi-sq	df	Prob.
BCOM	24.53137	6	0.0004

IC	14.45774	6	0.0249
RFF	30.02089	6	0.0000
All	60.33922	18	0.0000

Annexe 4 : Tests de cointégration de Johansen

Sample (adjusted): 1982 2014
 Included observations: 33 after adjustments
 Trend assumption: Quadratic deterministic trend
 Series: BCOM IC PIBF RFF
 Lags interval (in first differences): 1 to 1

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.751146	76.53035	55.24578	0.0002
At most 1	0.428872	30.63097	35.01090	0.1365
At most 2	0.199012	12.14630	18.39771	0.2983
At most 3 *	0.135981	4.823278	3.841466	0.0281

Trace test indicates 1 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Unrestricted Cointegration Rank Test (Maximum Eigenvalue)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Max-Eigen Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.751146	45.89937	30.81507	0.0004
At most 1	0.428872	18.48467	24.25202	0.2408
At most 2	0.199012	7.323026	17.14769	0.6776
At most 3 *	0.135981	4.823278	3.841466	0.0281

Max-eigenvalue test indicates 1 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Annexe 5 : Estimation par les GMM (Méthode Générale des Moments) du potentiel

fiscal

Dependent Variable: RFF
 Method: Generalized Method of Moments
 Sample (adjusted): 1986 2014
 Included observations: 29 after adjustments
 Linear estimation with 1 weight update
 Estimation weighting matrix: HAC (Bartlett kernel, Newey-West fixed
 bandwidth = 4.0000)
 Standard errors & covariance computed using estimation weighting matrix
 Instrument specification: BCOM(-1) BCOM(-2) BCOM(-3) BCOM(-5) IC(-1)
 IC(-2) IC(-3) IC(-4) IC(-5) PIBF(-1) PIBF(-2) PIBF(-3) PIBF(-5) RFF(-1)
 RFF(-2) RFF(-3) RFF(-4) RFF(-5) RFF(-6)
 Constant added to instrument list

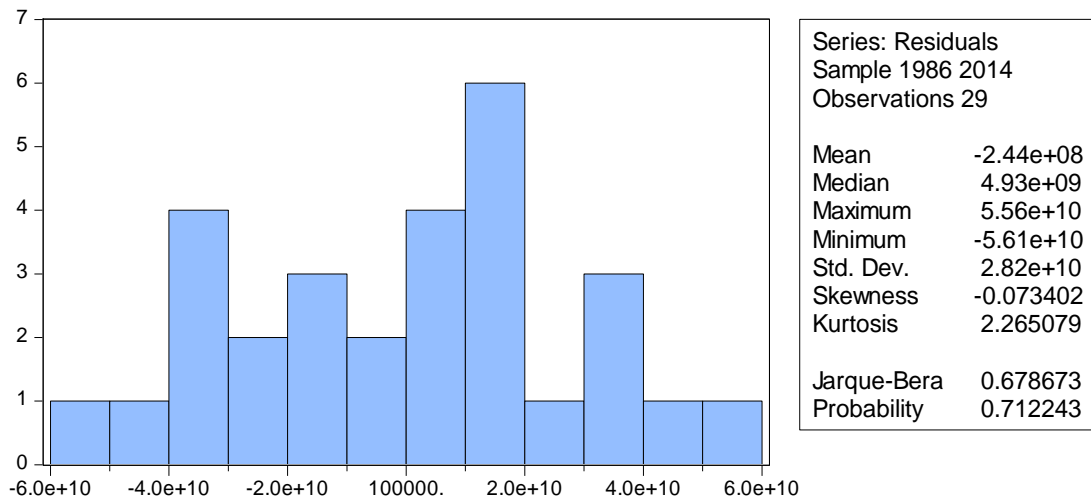
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
----------	-------------	------------	-------------	-------

C	-2.64E+11	1.14E+10	-23.06975	0.0000
PIBF	0.317380	0.011411	27.81328	0.0000
IC	-7.72E+10	5.33E+09	-14.47478	0.0000
BCOM	-0.606881	0.061438	-9.877859	0.0000

R-squared	0.977812	Mean dependent var	2.44E+11
Adjusted R-squared	0.975150	S.D. dependent var	1.89E+11
S.E. of regression	2.98E+10	Sum squared resid	2.22E+22
Durbin-Watson stat	0.713278	J-statistic	7.180919
Instrument rank	20	Prob(J-statistic)	0.969614

Annexe 6 : Validation du modèle (potentiel fiscal)

Annexe 6.1 : test normalité sur les résidus



Annexe 6.2 : Corrélogramme des résidus du modèle

Sample: 1986 2014
Included observations: 29

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob
		1	0.035	0.035	0.0393
		2	-0.098	-0.099	0.3571
		3	0.018	0.025	0.3680
		4	0.029	0.018	0.3992
		5	-0.204	-0.204	1.9515
		6	-0.003	0.019	1.9520
		7	0.163	0.130	3.0368
		8	0.061	0.057	3.1978
		9	-0.260	-0.248	6.2308
		10	-0.127	-0.160	6.9983
		11	0.071	0.056	7.2512
		12	-0.190	-0.166	9.1577

Annexe 7 : Tests de stationnarité sur les variables de notre modèle (formalisation du secteur informel sur la croissance économique)

Annexe 7.1 : Tests de stationnarité sur la variable LINV

Null Hypothesis: LINV has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 8 (Automatic - based on AIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.713051	0.0045
Test critical values:		
1% level	-4.356068	
5% level	-3.595026	
10% level	-3.233456	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LINV)
 Method: Least Squares
 Sample (adjusted): 1989 2014
 Included observations: 26 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LINV(-1)	-0.828962	0.175886	-4.713051	0.0003
D(LINV(-1))	0.421098	0.169612	2.482715	0.0254
D(LINV(-2))	0.280159	0.206188	1.358753	0.1943
D(LINV(-3))	0.350777	0.213240	1.644991	0.1208
D(LINV(-4))	0.441315	0.132658	3.326721	0.0046
D(LINV(-5))	0.185048	0.156612	1.181565	0.2558
D(LINV(-6))	0.119744	0.126981	0.943008	0.3606
D(LINV(-7))	0.195283	0.120477	1.620915	0.1259
D(LINV(-8))	0.321346	0.130582	2.460870	0.0265
C	19.85627	4.182795	4.747130	0.0003
@TREND(1980)	0.086558	0.019023	4.550285	0.0004
R-squared	0.711808	Mean dependent var		0.107313
Adjusted R-squared	0.519679	S.D. dependent var		0.117303
S.E. of regression	0.081297	Akaike info criterion		-1.885302
Sum squared resid	0.099139	Schwarz criterion		-1.353030
Log likelihood	35.50893	Hannan-Quinn criter.		-1.732027
F-statistic	3.704857	Durbin-Watson stat		2.232476
Prob(F-statistic)	0.011249			

Null Hypothesis: DLINV has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 9 (Automatic - based on AIC, maxlag=11)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.932069	0.0257
Test critical values:		
1% level	-4.374307	
5% level	-3.603202	
10% level	-3.238054	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Annexe 7.2 : Tests de stationnarité sur la variable LPA

Null Hypothesis: LPA has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 1 (Automatic - based on AIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.745348	0.2263
Test critical values:		
1% level	-4.262735	
5% level	-3.552973	
10% level	-3.209642	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPA)
 Method: Least Squares
 Sample (adjusted): 1982 2014
 Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPA(-1)	-0.232453	0.084671	-2.745348	0.0103
D(LPA(-1))	0.498646	0.158691	3.142252	0.0038
C	3.296920	1.194539	2.759993	0.0099
@TREND(1980)	0.008048	0.002896	2.779174	0.0095
R-squared	0.379012	Mean dependent var		0.033941
Adjusted R-squared	0.314772	S.D. dependent var		0.006422
S.E. of regression	0.005316	Akaike info criterion		-7.522903
Sum squared resid	0.000820	Schwarz criterion		-7.341508
Log likelihood	128.1279	Hannan-Quinn criter.		-7.461869
F-statistic	5.899923	Durbin-Watson stat		2.136338
Prob(F-statistic)	0.002848			

Null Hypothesis: DLPA has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 2 (Automatic - based on AIC, maxlag=5)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.204341	0.0290
Test critical values:		
1% level	-3.653730	
5% level	-2.957110	
10% level	-2.617434	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Annexe 7.3 : Tests de stationnarité sur la variable LPIB

Null Hypothesis: LPIB has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 7 (Automatic - based on AIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.457545	0.0647
Test critical values:		
1% level	-4.339330	

5% level	-3.587527
10% level	-3.229230

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIB)

Method: Least Squares

Sample (adjusted): 1988 2014

Included observations: 27 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	-0.704464	0.203747	-3.457545	0.0030
D(LPIB(-1))	-0.053724	0.145420	-0.369439	0.7164
D(LPIB(-2))	0.350528	0.134889	2.598646	0.0187
D(LPIB(-3))	0.255156	0.146941	1.736448	0.1006
D(LPIB(-4))	-0.046310	0.149449	-0.309872	0.7604
D(LPIB(-5))	0.216041	0.118911	1.816826	0.0869
D(LPIB(-6))	0.418817	0.114217	3.666870	0.0019
D(LPIB(-7))	0.254175	0.117545	2.162363	0.0451
C	19.36840	5.590557	3.464485	0.0030
@TREND(1980)	0.029031	0.008426	3.445383	0.0031
R-squared	0.700491	Mean dependent var		0.041494
Adjusted R-squared	0.541927	S.D. dependent var		0.021270
S.E. of regression	0.014396	Akaike info criterion		-5.365639
Sum squared resid	0.003523	Schwarz criterion		-4.885699
Log likelihood	82.43612	Hannan-Quinn criter.		-5.222928
F-statistic	4.417723	Durbin-Watson stat		1.441676
Prob(F-statistic)	0.004134			

Null Hypothesis: DLPiB has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.305425	0.0018
Test critical values:		
1% level	-3.639407	
5% level	-2.951125	
10% level	-2.614300	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Annexe 7.4 : Tests de stationnarité sur la variable LPINF

Null Hypothesis: LPINF has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 7 (Automatic - based on AIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.457545	0.0647
Test critical values:		
1% level	-4.339330	
5% level	-3.587527	
10% level	-3.229230	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPINF)
 Method: Least Squares
 Sample (adjusted): 1988 2014
 Included observations: 27 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPINF(-1)	-0.704464	0.203747	-3.457545	0.0030
D(LPINF(-1))	-0.053724	0.145420	-0.369439	0.7164
D(LPINF(-2))	0.350528	0.134889	2.598646	0.0187
D(LPINF(-3))	0.255156	0.146941	1.736448	0.1006
D(LPINF(-4))	-0.046310	0.149449	-0.309872	0.7604
D(LPINF(-5))	0.216041	0.118911	1.816826	0.0869
D(LPINF(-6))	0.418817	0.114217	3.666870	0.0019
D(LPINF(-7))	0.254175	0.117545	2.162363	0.0451
C	19.00767	5.486226	3.464617	0.0030
@TREND(1980)	0.029031	0.008426	3.445383	0.0031
R-squared	0.700491	Mean dependent var		0.041494
Adjusted R-squared	0.541927	S.D. dependent var		0.021270
S.E. of regression	0.014396	Akaike info criterion		-5.365639
Sum squared resid	0.003523	Schwarz criterion		-4.885699
Log likelihood	82.43612	Hannan-Quinn criter.		-5.222928
F-statistic	4.417723	Durbin-Watson stat		1.441676
Prob(F-statistic)	0.004134			

Null Hypothesis: DLPINF has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=1)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.922620	0.0532
Test critical values:		
1% level	-3.639407	
5% level	-2.951125	
10% level	-2.614300	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(DLPINF) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.809673	0.0000
Test critical values:		
1% level	-3.646342	
5% level	-2.954021	
10% level	-2.615817	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Annexe 7.5 : Tests de stationnarité sur la variable LFORM

Null Hypothesis: LFORM has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 6 (Automatic - based on AIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.129719	0.0155
Test critical values:		
1% level	-4.323979	
5% level	-3.580623	
10% level	-3.225334	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LFORM)
 Method: Least Squares
 Sample (adjusted): 1987 2014
 Included observations: 28 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LFORM(-1)	-0.846691	0.205024	-4.129719	0.0006
D(LFORM(-1))	0.111466	0.187720	0.593791	0.5597
D(LFORM(-2))	0.337653	0.189041	1.786139	0.0900
D(LFORM(-3))	0.245102	0.195137	1.256049	0.2243
D(LFORM(-4))	0.075639	0.156810	0.482363	0.6351
D(LFORM(-5))	0.116309	0.140325	0.828857	0.4175
D(LFORM(-6))	0.229477	0.130249	1.761830	0.0942
C	21.88726	5.290609	4.137003	0.0006
@TREND(1980)	0.032538	0.007708	4.221203	0.0005
R-squared	0.576859	Mean dependent var		0.036614
Adjusted R-squared	0.398694	S.D. dependent var		0.022456
S.E. of regression	0.017413	Akaike info criterion		-5.008062
Sum squared resid	0.005761	Schwarz criterion		-4.579853
Log likelihood	79.11286	Hannan-Quinn criter.		-4.877154
F-statistic	3.237786	Durbin-Watson stat		1.824736
Prob(F-statistic)	0.016910			

Null Hypothesis: DLFORM has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.500142	0.0010
Test critical values:		
1% level	-3.639407	
5% level	-2.951125	
10% level	-2.614300	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Annexe 8 : Estimation par les GMM (Méthode Générale des Moments) de notre modèle (formalisation du secteur informel sur la croissance économique)

Annexe 8.1 : Tests d'exogénéité sur les variables

VAR Granger Causality/Block Exogeneity Wald Tests

Sample: 1980 2014

Included observations: 32

Dependent variable: DLPINF

Excluded	Chi-sq	df	Prob.
LPIB	0.072632	2	0.9643
DLPINF	4.074041	2	0.1304
LFORM	0.626435	2	0.7311
LINV	3.108192	2	0.2114
All	21.97219	8	0.0050

Dependent variable: LFORM

Excluded	Chi-sq	df	Prob.
LPIB	1.173370	2	0.5562
DLPINF	0.946027	2	0.6231
LFORM	0.691428	2	0.7077
LINV	3.427125	2	0.1802
All	9.985625	8	0.2660

Dependent variable: LINV

Excluded	Chi-sq	df	Prob.
LPIB	1.571736	2	0.4557
DLPINF	5.198198	2	0.0743
LFORM	0.124968	2	0.9394
LINV	3.292670	2	0.1928
All	10.38874	8	0.2388

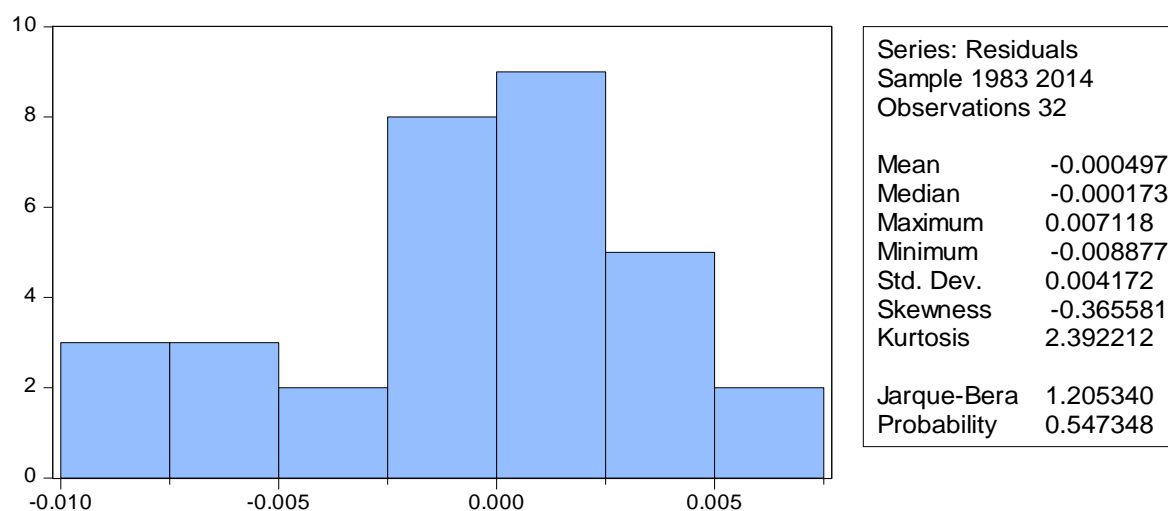
Dependent variable: LPA

Excluded	Chi-sq	df	Prob.
LPIB	3.033336	2	0.2194
DLPINF	3.937035	2	0.1397
LFORM	1.929446	2	0.3811
LINV	1.200008	2	0.5488
All	15.16423	8	0.0560

Annexe 8.2 : Résultats de l'estimation

Dependent Variable: LPIB
 Method: Generalized Method of Moments
 Sample (adjusted): 1983 2014
 Included observations: 32 after adjustments
 Linear estimation with 1 weight update
 Estimation weighting matrix: HAC (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 4.0000)
 Standard errors & covariance computed using estimation weighting matrix
 Instrument specification: DLPINF(-1) DLPINF(-2) LFORM(-1) LINV(-1) LINV(-2) LPA(-1) LPA(-2) DLPINF
 Constant added to instrument list







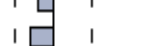



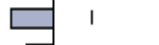











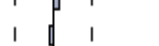





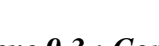

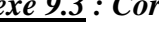

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.000932	0.001022	0.912512	0.3696
DLPINF	-0.056120	0.025686	-2.184817	0.0378
LFORM	1.120764	0.037282	30.06218	0.0000
LINV	0.001398	0.006248	0.223792	0.8246
LPA	0.104421	0.098446	1.060689	0.2982
R-squared	0.970603	Mean dependent var		-0.000189
Adjusted R-squared	0.966248	S.D. dependent var		0.024509
S.E. of regression	0.004503	Sum squared resid		0.000547
Durbin-Watson stat	0.817170	J-statistic		4.701173
Instrument rank	9	Prob(J-statistic)		0.319355

Annexe 9 : Validation de l'estimation de notre modèle (formalisation du secteur informel sur la croissance économique)***Annexe 9.1 : test normalité sur les résidus***

Annexe 9.2 : Corrélogramme des résidus du modèle

Sample: 1983 2014

Included observations: 32

























Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob	
		1	0.520	0.520	9.4872	0.002
		2	0.142	-0.176	10.220	0.006
		3	-0.041	-0.052	10.283	0.016
		4	-0.156	-0.118	11.223	0.024
		5	-0.211	-0.096	13.020	0.023
		6	-0.457	-0.435	21.773	0.001
		7	-0.395	0.024	28.561	0.000
		8	-0.250	-0.141	31.394	0.000
		9	-0.167	-0.146	32.715	0.000
		10	0.086	0.166	33.085	0.000
		11	0.239	0.075	36.045	0.000
		12	0.356	0.040	42.951	0.000
		13	0.299	-0.026	48.084	0.000
		14	0.050	-0.210	48.235	0.000
		15	-0.028	-0.083	48.285	0.000
		16	-0.093	-0.008	48.871	0.000

Annexe 9.3 : Corrélogramme des résidus du modèle avec les autos regressifs 1 ; 6 et 7

Sample: 1988 2014

Included observations: 27

Q-statistic probabilities adjusted for 3 ARMA term(s)

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob	
		1	0.138	0.138	0.5753	
		2	-0.043	-0.064	0.6344	
		3	-0.448	-0.443	7.1909	
		4	-0.124	-0.012	7.7141	0.005
		5	0.149	0.186	8.5035	0.014
		6	0.175	-0.075	9.6510	0.022
		7	0.023	-0.085	9.6721	0.046
		8	-0.081	0.081	9.9445	0.077
		9	-0.235	-0.201	12.354	0.055
		10	-0.035	-0.049	12.409	0.088
		11	-0.046	-0.059	12.514	0.130
		12	0.198	0.078	14.561	0.104

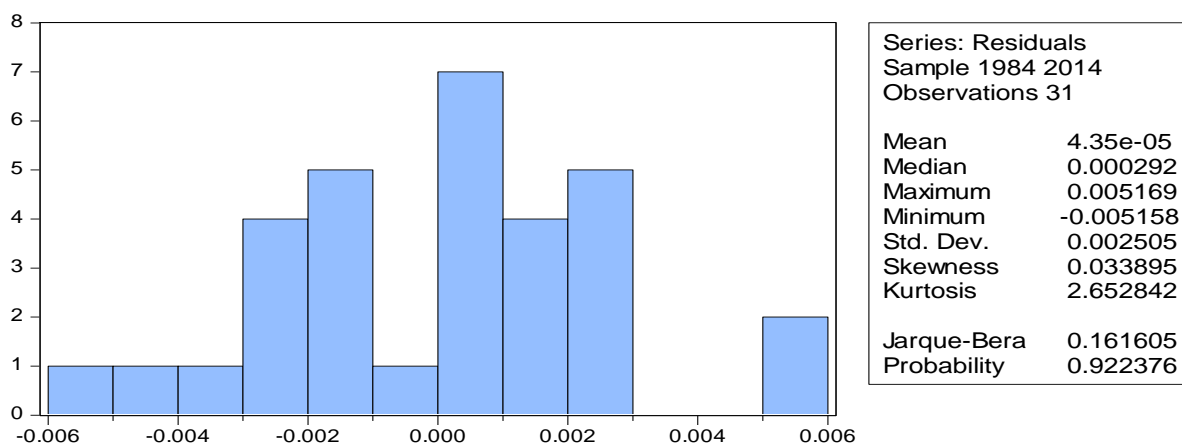
Annexe 10 : Estimation par les GMM (Méthode Générale des Moments) de notre modèle (formalisation du secteur informel sur la croissance économique) avec introduction des autos regressifs 1 et 3

Dependent Variable: LPIB
 Method: Generalized Method of Moments
 Sample (adjusted): 1984 2014
 Included observations: 31 after adjustments
 Sequential 1-step weighting matrix & coefficient iteration
 Estimation weighting matrix: HAC (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 4.0000)
 Standard errors & covariance computed using estimation weighting matrix
 Convergence achieved after 26 iterations
 Instrument specification: DLPINF(-1) DLPINF(-2) LFORM(-1) LINV(-1) LINV(-2) LPA(-1) LPA(-2) DLPINF
 Constant added to instrument list
 Lagged dependent variable & regressors added to instrument list

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-0.000532	0.000493	-1.079864	0.2909
DLPINF	0.033160	0.010426	3.180539	0.0040
LFORM	0.947790	0.027668	34.25629	0.0000
LINV	0.018372	0.004367	4.206910	0.0003
LPA	-0.331253	0.098149	-3.374999	0.0025
AR(1)	0.870157	0.077888	11.17188	0.0000
AR(3)	-0.340833	0.109947	-3.099977	0.0049
R-squared	0.988938	Mean dependent var		0.001083
Adjusted R-squared	0.986172	S.D. dependent var		0.023817
S.E. of regression	0.002801	Sum squared resid		0.000188
Durbin-Watson stat	2.287386	J-statistic		6.599108
Instrument rank	15	Prob(J-statistic)		0.580437
Inverted AR Roots	.68+.46i	.68-.46i	-.50	

Annexe 11 : Validation de l'estimation de notre modèle (formalisation du secteur informel sur la croissance économique) avec les autos regressifs 1 et 3

Annexe 11.1 : test normalité sur les résidus



































Annexe 11.2 : Corrélogramme des résidus du modèle

Sample: 1984 2014

Included observations: 31

Q-statistic probabilities adjusted for 2 ARMA term(s)

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob
		1 -0.145	-0.145	0.7178	
		2 -0.038	-0.061	0.7701	
		3 -0.224	-0.245	2.6001	0.107
		4 0.177	0.109	3.7897	0.150
		5 0.140	0.169	4.5609	0.207
		6 -0.256	-0.276	7.2462	0.123
		7 -0.027	-0.019	7.2779	0.201
		8 -0.017	0.011	7.2901	0.295
		9 -0.043	-0.263	7.3775	0.391
		10 -0.019	0.001	7.3949	0.495
		11 0.052	0.166	7.5330	0.582
		12 0.184	0.073	9.3461	0.500
		13 -0.136	-0.102	10.391	0.496
		14 -0.079	-0.015	10.764	0.549
		15 0.055	0.020	10.955	0.615
		16 0.132	-0.015	12.140	0.595

TABLES DES MATIERES

AVERTISSEMENT	i
DEDICACE 1.....	ii
DEDICACE 2.....	iii
REMERCIEMENTS	iv
SIGLES ET ABREVIATIONS	v
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES.....	vi
SOMMAIRE	vii
RESUME.....	viii
ABSTRACT	viii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I: CADRE THEORIQUE ET ANALYTIQUE DE L'ETUDE	3
SECTION 1 : Cadre théorique	3
Paragraphe 1 : Problématique	3
Paragraphe 2 : Objectifs et Hypothèses.....	6
A- OBJECTIFS GENERAL.....	6
B- HYPOTHESES DE L'ETUDE	6
SECTION 2 : Cadre analytique.....	6
Paragraphe 1 : Revue de littérature	6
A- Clarification des concepts	6
1- Définitions des concepts	6
1.1- Le secteur informel	6
1.2- La croissance économique	8
1.3- La fiscalité.....	10
B- Etude théorique sur le secteur informel	12
C- Les développements empiriques	15
1- Statut du secteur informel selon quelques auteurs	15
2- Statut du secteur informel dans les modèles de Fields.....	17
Paragraphe 2 : Méthodologie de l'étude.....	19
A- Spécification du modèle.....	19
B- Nature et sources des données.....	22
C- Méthode d'analyse des données.....	22
D- Différentes étapes de la procédure d'estimation et de validation du modèle.....	22

CHAPITRE 2: PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS OBTENUS	25
SECTION 1 : Etat des lieux du secteur informel au Bénin.....	25
1.1- Causes et conséquences de l'accroissement du secteur informel.....	25
1.1.1- Les Causes	25
1.1.2- Les conséquences	25
1.2- Dimension d'organisation et d'emploi dans l'informel	26
1.2.1- La dimension d'organisation du secteur informel au Bénin.....	26
1.2.2- La dimension d'emploi dans le secteur informel béninois.....	27
SECTION 2 : Analyse statistique des données	28
Paragraphe 1 : Analyse de l'évolution des différentes variables A travers des graphiques.....	28
Paragraphe 2: Etude empirique sur l'effet de la formalisation du secteur informel sur la croissance économique au Bénin	33
A- Modélisation économétrique.....	33
B- Validation des hypothèses et Recommandation.....	39
1- Validation des hypothèses.....	39
2-Suggestions de recommandations.....	39
CONCLUSION	41
Références Bibliographiques.....	42
ANNEXES	a
Annexe 1 : Séries des variables, données annuelles.....	a
Annexe 2 : Tests de stationnarité sur les variables de l'estimation du potentiel fiscal	c
<i>Annexe 2.1 : Tests de stationnarité sur la variable BCOM</i>	c
<i>Annexe 2.2 : Tests de stationnarité sur la variable IC</i>	d
<i>Annexe 2.3 : Tests de stationnarité sur la variable PIBF</i>	d
<i>Annexe 2.4 : Tests de stationnarité sur la variable RFF</i>	e
<i>Annexe 3 : Tests d'exogénéité sur les variables</i>	e
Annexe 4 : Tests de cointégration de Johansen.....	f
Annexe 5 : Estimation par les GMM (Méthode Générale des Moments) du potentiel fiscal	f
Annexe 6 : Validation du modèle (potentiel fiscal)	g
<i>Annexe 6.1 : test normalité sur les résidus</i>	g
<i>Annexe 6.2 : Corrélogramme des résidus du modèle</i>	g
Annexe 7 : Tests de stationnarité sur les variables de notre modèle (formalisation du secteur informel sur la croissance économique).....	h

<i>Annexe 7.1 : Tests de stationnarité sur la variable LINV</i>	h
<i>Annexe 7.2 : Tests de stationnarité sur la variable LPA</i>	i
<i>Annexe 7.3 : Tests de stationnarité sur la variable LPIB</i>	i
<i>Annexe 7.4 : Tests de stationnarité sur la variable LPINF</i>	j
<i>Annexe 7.5 : Tests de stationnarité sur la variable LFORM</i>	l
Annexe 8 : Estimation par les GMM (Méthode Générale des Moments) de notre modèle (formalisation du secteur informel sur la croissance économique).....	m
<i>Annexe 8.1 : Tests d'exogénéité sur les variables</i>	m
<i>Annexe 8.2 : Résultats de l'estimation</i>	n
Annexe 9 : Validation de l'estimation de notre modèle (formalisation du secteur informel sur la croissance économique)	n
<i>Annexe 9.1 : test normalité sur les résidus</i>	n
<i>Annexe 9.2 : Corrélogramme des résidus du modèle</i>	o
<i>Annexe 9.3 : Corrélogramme des résidus du modèle avec les autos regressifs 1 ; 6 et 7</i>	o
Annexe 10 : Estimation par les GMM (Méthode Générale des Moments) de notre modèle (formalisation du secteur informel sur la croissance économique) avec introduction des autos regressifs 1 et 3.....	p
Annexe 11 : Validation de l'estimation de notre modèle (formalisation du secteur informel sur la croissance économique) avec les autos regressifs 1 et 3	p
<i>Annexe 11.1 : test normalité sur les résidus</i>	p
<i>Annexe 11.2 : Corrélogramme des résidus du modèle</i>	q
TABLE DES MATIERES.....	r